l'improbable démocratie en Irak : le piège de l'État-nation

Pierre-Jean Luizard

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/342>

DOI : 10.4000/ema.342

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 1990

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Pierre-Jean Luizard, « l'improbable démocratie en Irak : le piège de l'État-nation », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 4 | 1990, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/342> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.342>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

l'improbable démocratie en Irak : le piège de l'État-nation

Pierre-Jean Luizard

- 1 Parler d'un processus de démocratisation actuellement pour l'Irak semble incongru. En plus de la difficulté à cerner une vie politique passablement compliquée et agitée, ce pays évoquerait plutôt les coups d'État, la violence politique, la répression sanglante et l'absence de consensus national. Car on ne peut évoquer la question de la démocratie en Irak sans mettre en évidence la nature profondément anti-démocratique d'un État qui s'est construit au nom d'une nation artificiellement décrétée dans un pays multicommunautaire.
- 2 La consécration de la nation au rang de sujet de droit, propriétaire de la souveraineté, source de tous les pouvoirs et seule puissance légitime puisque fondement de l'autorité, est une conception moderne européenne. Il s'agissait de rompre avec un passé marqué par l'universalisme religieux et le cosmopolitisme aristocratique, mais contre le symbole royal, le principal concurrent des classes bourgeoises en pleine ascension sur le terrain de l'idéologie nationale. Le triomphe de l'idée nationale avec sa forme exacerbée, le nationalisme, en a fait un absolu incompatible avec les autres absolus. Sous son mode colonial, l'expansion capitaliste européenne porteuse de ces idées, a voulu imposer, en même temps que sa domination politique, économique et militaire, son modèle culturel et une certaine conception de l'État.
- 3 C'est cette conception que les Britanniques ont voulu appliquer à l'Irak. Ils fondèrent, sur les ruines des trois vilayets de la Mésopotamie ottomane, un État tentant de répondre aux critères européens de l'État-nation, fondé sur l'idée d'un arabisme alors pratiquement inexistant dans le pays. Faut-il préciser que cet État ne correspondait en rien aux conceptions alors dominantes dans la société de la Mésopotamie ottomane ?
L'État-nation contre une mosaïque de communautés à majorité musulmane
- 4 L'Irak actuel est une entité fondée à l'époque du mandat britannique. Ce sont les grandes puissances européennes qui en ont tracé les frontières à l'issue de la Première Guerre mondiale. Le nom même d'Irak n'a été appliqué à l'ensemble du pays qu'à partir de ce moment. L'expression al-'Irâq al-'Arabî employée à l'époque abbasside se

rapportait exclusivement à la région de moyenne et de basse Mésopotamie comprise entre Bagdad et Basra, et s'étendant néanmoins au nord de Bagdad jusqu'à Sâmarra' sur le Tigre et à l'ouest jusqu'à Hît sur l'Euphrate. En gros, il s'agit de l'actuel pays chiite avec, au nord, une partie de la zone arabe sunnite. Les montagnes kurdes, la Djézireh et les déserts du sud-ouest n'en faisaient pas partie. Ainsi, les gens de Takrît, à la lisière méridionale de la Djézireh, se sentiront plus proches des gens de Mossoul et de Dayr al-Zôr, en Syrie, que des chiïtes du sud. Les chiïtes du sud se sentiront plus proches des Arabes chiïtes de la rive orientale du Chatt al-'Arab, l'Arabestan iranien, que des bédouins, grands chameliers sunnites, des déserts de la péninsule arabique.

- 5 Plus important est le fait que dans ses frontières modernes, l'Irak n'a jamais été une entité politique séparée et indépendante avant le ^{xx}e siècle. Sauf aux temps lointains de Sumer et d'Akkad, puis de Babylone et d'Assur, où il était divisé en royaumes juxtaposés et hostiles les uns aux autres, le territoire de l'actuel Irak fut toujours enrobé dans des empires plus vastes qui n'y installèrent leur capitale que durant les règnes des Séleucides, des Parthes et plus tard des Abbassides. Le reste du temps, les circonscriptions irakiennes dépendaient d'un pouvoir central extérieur, installé soit en Perse, soit à Byzance, soit à La Mecque, soit à Damas soit en Turquie. Vouloir rattacher l'héritage historique de l'Irak moderne, État-nation, à ces gloires passées tient de la fiction, engendrée par la mythologie nationaliste arabe.
- 6 Le retour à Bagdad, le 11 octobre 1920, de l'ancien Résident permanent britannique, sir Percy Cox, consacrait le triomphe des thèses du Bureau arabe du Caire, favorables à l'établissement d'une administration locale « à façade arabe » en remplacement d'une autorité britannique directe. Le premier pas vers la création d'un État local fut la formation, en 1920, d'un « gouvernement national provisoire » dont le Résident confia la direction à 'Abd al-Rahmân al-Gaylânî, important notable sunnite et chef des *achraf* de Bagdad. Le 11 novembre 1920, sir Percy Cox proclama l'État arabe local dont l'État irakien moderne est l'héritier. Le Résident britannique fit entrer au sein du conseil consultatif des personnalités appartenant aux plus grandes familles sunnites du pays.
- 7 Il fallait à ce gouvernement un chef qui symbolisât en même temps la tête de l'État. Le gouvernement britannique choisit, parmi de nombreux candidats, l'émir Faysal, l'un des fils du chérif Hussein de La Mecque, afin qu'il soit roi d'Irak. C'est sir Winston Churchill qui, le 12 mars 1921 au Congrès du Caire, désigna officiellement Faysal comme meilleur candidat au trône d'Irak. Quant à l'armée irakienne, le gouvernement provisoire prit également la décision de sa constitution le 6 janvier 1921, mais c'est également lors du Congrès du Caire qu'elle fut officiellement instituée. L'administration mandataire devait ensuite œuvrer à la formation d'une assemblée irakienne, à laquelle elle assigna la tâche de voter la loi fondamentale, la Constitution, la loi de la Chambre des députés, puis de ratifier le traité anglo-irakien. Le 2 août 1924, l'Assemblée fut dissoute alors qu'elle venait de ratifier la loi électorale, la dernière pièce manquante à l'édifice constitutionnel dont la raison d'être était de légitimer le mandat.
- 8 Contrairement à ce que tentera d'accréditer une histoire réécrite par les nationalistes arabes, la constitution d'un État irakien ne fut donc pas une victoire sur les Britanniques, conséquence de la révolution de 1920 dont ils ne furent d'ailleurs pas partie prenante. L'édification de cet État consacrait, au contraire, la politique arabe d'une partie du gouvernement britannique, ainsi que la victoire des thèses du Caire sur celles des Indes. Conçu sur le modèle occidental, cet État devait être le vecteur

privilegié des influences européennes et l'outil de la domination britannique. Il consacrait le modèle national dans lequel s'investirait plus tard le mouvement nationaliste arabe, qui considéra dès le début le contrôle de l'État comme le véritable enjeu de sa lutte.

- 9 Deux des plus importantes communautés du pays, les chiïtes et les Kurdes, refusèrent le nouvel État les armes à la main. Les Kurdes par hostilité au rattachement à un État irakien qui se définissait comme arabe. Les chiïtes, qui constituèrent la plus formidable force de résistance aux projets britanniques, parce que leurs dirigeants politiques et spirituels, les mujtahid, avaient compris qu'un tel État-nation lié à la Grande-Bretagne soumettrait le pays à l'Europe pour longtemps et qu'il serait une menace pour l'islam. Vaincus militairement par la Grande-Bretagne lors de la révolution de 1920, les chiïtes continuèrent à s'opposer, par la voix de leurs dirigeants religieux, à l'édification d'un État arabe sous mandat. L'État irakien ne put s'édifier que par la force des armes britanniques et après l'exil, en 1923, des plus grands mujtahid vers l'Iran.
- 10 La plupart des postes-clefs au sein du nouvel État irakien furent monopolisés par une bourgeoisie arabe sunnite, convaincue qu'elle assumait là un rôle qui lui revenait de plein droit du fait de son passé abbasside et ottoman. La majorité des Irakiens, tout particulièrement les chiïtes, qui ne concevaient pas le pouvoir sans la religion, continuèrent à percevoir l'islam sunnite comme la base du nouveau système politique. Cependant, la société irakienne conservait sa division structurelle en trois blocs d'inégale importance : 55% de chiïtes, les Kurdes et les Arabes sunnites étant à peu près à égalité, environ 20% chacun. Ces divisions, compliquées par le fait qu'elles sont à la fois ethniques et religieuses, l'étaient encore davantage par une configuration géographique où chacune de ces grandes communautés se trouve adossée, au-delà des frontières, à des régions où elle est majoritaire. L'Iran pour les chiïtes, les provinces kurdes de Turquie et d'Iran pour les Kurdes, les provinces levantines et l'Égypte pour les Arabes sunnites. Au pays du Tigre et de l'Euphrate, ni l'islam ni l'arabité ne sont un facteur d'unité.
- 11 L'absolu national, repris à son compte par le régime hachémite puis par les nationalistes, allait s'appliquer avec rigueur sur une société qui était une mosaïque de communautés à majorité musulmane. Dans le cadre du nouvel État, Kurdes et chiïtes, qui forment plus de 75% de la population, fonctionnèrent comme des minorités. Les aspirations nationales kurdes furent traitées de « séparatistes » et le projet islamique des ulémas chiïtes comme un « complot confessionnel des milieux persans hostiles à l'arabisme ». Ce fut donc la logique d'un État-nation qui prévalut, État-nation inachevé puisque la nation arabe qui le légitimait restait à faire, et qu'à l'intérieur des frontières de l'État, une majorité ne s'était pas reconnue dans le projet national. Ainsi, le cadre de l'État-nation instituait des scénarios immuables ou les acteurs, d'abord Grande-Bretagne, pouvoir hachémite, communistes, nationalistes, Kurdes, chiïtes, Turquie et Iran, puis, après 1958, pouvoirs nationalistes, communistes, Kurdes, mouvement islamiste et Iran, étaient condamnés à jouer sempiternellement le même rôle dans un jeu de rapport de forces alternant au gré d'alliances ponctuelles et toujours à recommencer.

Une absence de cohésion politique

- 12 L'absence de cohésion politique demeure donc la caractéristique première de l'Irak. Chaque courant politique important a situé sa légitimité en dehors des frontières : le mouvement nationaliste arabe cherche la sienne dans une hypothétique nation arabe,

le mouvement kurde dans une nation kurde tout aussi hypothétique, le mouvement islamiste chiite dans l'umma islamique et les communistes dans l'internationalisme prolétarien, c'est-à-dire la défense de l'Union soviétique. L'Irak n'a pas connu de front national semblable au Wafd en Egypte, représentant l'ensemble de la nation. Aucun Urâbî Pacha, Mustafâ Kâmel ni Sa'ad Zaghlûl ne purent s'imposer pour symboliser la volonté de toute une nation. Certes, il y a eu des fronts nationaux dans la clandestinité sous le régime hachémite et sous le régime baassiste actuel, ou associés au pouvoir, mais il s'agissait de coalitions temporaires et conjoncturelles, de forces ne partageant pas un même idéal national. Le pouvoir s'en est servi pour élargir son audience lors de moments difficiles, mais la coalition a aussitôt éclaté dès que l'État se sentait le plus fort. A cet égard, l'opposition irakienne reflète elle aussi, dans son incapacité à s'unir, cette absence d'intégration nationale.

- 13 Ces fronts se sont tous soldés par des échecs. Par deux fois, sous le régime de Qâsem et sous celui du Baas, le pouvoir a tenté d'élargir sa base politique en associant les autres forces du pays. Le Front d'union nationale, en 1959, qui rassemblait le Parti national démocrate (PND), l'Istiqlâl, le Parti communiste irakien (PCI) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), sensé soutenir les acquis de la révolution de 1958, représentait les principaux courants politiques du pays : communistes, Kurdes, nationalistes arabes, démocrates. Mais il se divisa vite entre partisans et adversaires de Qâsem dont le Front était devenu l'otage. L'Istiqlâl et le Baas en furent exclus. Le jeu d'équilibre tenté par Qâsem entre les Kurdes et le PCI finit par sombrer avec la reprise de la guerre au Kurdistan en 1961 et, à partir de 1960, avec la suppression des droits démocratiques et la répression contre le PCI. La seconde tentative, au lendemain du coup d'État de juillet 1968, qui vit l'équipe Hasan al-Bakr / Saddam Hussein arriver au pouvoir, visait renforcer la base d'un régime encore chancelant. La Charte d'action nationale signée en 1971 entre le Baas, le PCI pro-soviétique et, en février 1972, par le PDK allait dans ce sens. Le PCI, partisan d'un système parlementaire démocratique et d'une coalition des forces progressistes au gouvernement, se prêta au jeu d'autant mieux que le rapprochement de l'Irak baassiste avec les pays socialistes (en février 1972, traité d'amitié soviéto-irakien) avait permis une trêve et même, depuis 1969, un dialogue avec le Baas. En 1972, deux communistes entrèrent au gouvernement (Irrigation et ministère sans portefeuille). En 1973, le Pacte national ouvrait la voie à la constitution du Front national progressiste. Après l'écrasement de la tentative de coup d'État de Nâzem Kazzâr, en juillet 1973, le Baas et le PCI tombaient d'accord pour s'associer dans un tel Front regroupant, outre le Baas et le PCI orthodoxe, la fraction du PDK ralliée au pouvoir, qui allait devenir le Parti révolutionnaire kurde. Quelques nassériens et groupements appelés indépendants furent également inclus dans ce Front. Le Baas promit la destruction du Qasr al-Nihâya, la sinistre prison également centre de torture, et l'organe du PCI, Tarîq al-Cha'b, put paraître légalement.
- 14 Cependant, l'accord d'Alger du 6 mars 1975 avec le chah d'Iran et sa conséquence, l'effondrement du mouvement kurde, ainsi qu'un afflux de rentrées pétrolières par suite de la hausse du prix du pétrole, allaient modifier les données de la situation et relativiser grandement le prix de l'alliance avec le PCI aux yeux du Baas. Dès 1976, la répression contre le PCI reprit sur une grande échelle. L'alliance Baas-PCI prit fin en 1978, alors que 21 militaires étaient exécutés sous l'accusation de propagande communiste dans l'armée.

- 15 Quant aux Kurdes, ils étaient l'autre terme de l'équation que devait résoudre le pouvoir. La guerre au Kurdistan avait contraint le Baas, dès 1969, à rechercher un accord avec le PDK. Le 11 mars 1970, le Baas et le PDK parvinrent à rédiger ensemble un projet prévoyant l'autonomie du Kurdistan. La Constitution fut modifiée, stipulant que « l'Irak est composé de deux nationalités, l'arabe et la kurde ». En 1971, la proposition de Pacte national, où le Baas s'efforçait d'attirer le PCI, était rejetée par le PDK dirigé par Bârzânî, convaincu du manque de loyauté des autorités. Les tentatives de division du mouvement kurde, avec l'utilisation des éléments kurdes hostiles à Bârzânî, les attentats perpétrés contre Bârzânî, l'arabisation forcée de Kirkouk et de Khânaqîn, considérés par les Kurdes comme partie intégrante du Kurdistan, la répression continue et l'expulsion de milliers de Kurdes chiites vers l'Iran, auraient rapidement raison de la confiance limitée accordée au Baas. En 1973, les ministres kurdes quittaient le gouvernement et étaient aussitôt remplacés par des membres du PDK rallié au pouvoir. C'est avec le PDK rallié, le Parti révolutionnaire kurde, fondé en février 1974 par 'Ubaydullâh Bârzânî un des fils de Bârzânî, 'Azîz Aqrâwî et Hâchim 'Aqrâwî, désormais présents au sein du Front national progressiste aux côtés du Baas, que le pouvoir mit en application la loi d'autonomie du Kurdistan de mars 1974. La guerre reprit avec une force inégalée au Kurdistan. L'accord d'Alger, qui privait la résistance kurde de ses bases arrières et de ses sources d'approvisionnement en matériel militaire, fit l'effet d'une bombe. L'armée irakienne reconquit l'ensemble du Kurdistan, poussant des centaines de milliers de Kurdes à se réfugier en Iran.
- 16 Dans les deux cas, le pouvoir avait cherché à neutraliser les principales forces politiques du pays, le temps nécessaire pour rétablir un rapport de forces intérieur en sa faveur. La politique des fronts lui permettait d'élargir sa base politique sans pour autant freiner le processus de prise de contrôle de l'État par le Baas, avant d'être en mesure de reprendre la répression. Une fois de plus, le scénario entre Kurdes, communistes et pouvoir se révélait payant pour ce dernier.
- 17 Dans l'opposition clandestine, les fronts n'eurent pas à craindre de retour de bâton d'un pouvoir face auquel ils s'étaient découverts. Le premier, en 1936, l'Association populaire réformatrice, qui regroupait le PCI et Ahâlî, courants qui pouvaient prétendre avoir une vision politique commune, fut peut-être le plus cohérent.
- 18 En 1952, inspiré par la révolution égyptienne, un Front patriotique voyait le jour avec l'Istiqlâl, le PND et le PCI, contre la politique pro-britannique de Nûri Sa'îd, pour le respect des droits démocratiques et des élections libres. Après la dernière suppression des partis intervenue sous le régime hachémite, en 1957, l'ensemble de l'opposition s'organisa en Front d'union nationale clandestin qui regroupait le PND, l'Istiqlâl, le PCI, le Baas, des nassériens et le PDK. Motivé par une hostilité commune au pacte de Bagdad et à l'intervention tripartite en Egypte, il s'agissait d'une alliance très large et peu cohérente, présentant un pot-pourri des revendications de chacun des partis en faveur de l'indépendance nationale, de réformes sociales, de réforme agraire et de libertés démocratiques. De façon ironique, c'est en dehors du Front que se constituera le comité des Officiers libres, dont le coup d'État en 1958 surprendra tous les partis d'opposition. Symboliquement, c'est l'armée, et non les partis, qui fut la source du changement.
- 19 C'est un peu plus de vingt ans plus tard, sous le second régime baassiste, que l'opposition retrouve le chemin des alliances clandestines de la monarchie. En novembre 1980, alors que la guerre contre l'Iran révolutionnaire vient d'éclater, le Front démocratique patriotique et national (FDPN) voit le jour à Damas. Nationalistes

arabes, communistes et Kurdes en sont partie prenante. On y retrouve le Parti socialiste arabe (parti nassérien fondé par Fu'âd al-Rikâbî et qui s'est scindé du Mouvement socialiste arabe), le Mouvement socialiste arabe, le Baas pro-syrien et le PCI, celui-ci pour peu de temps.

- 20 En ce qui concerne le mouvement kurde, sa représentation, par le Parti démocratique du Kurdistan ou l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), est une pomme de discorde. Le Front prône le renversement du régime par la lutte armée et la formation d'une coalition patriotique et démocratique de gouvernement. Cependant, l'hostilité des partis nationalistes arabes au PDK de Mas'ûd Bârzanî, allié de l'Iran, entraîné une crise majeure au sein du Front. En effet, les mouvements nationalistes arabes soutiennent l'UPK de Jalâl Tâlabânî contre le PDK, qui reçoit l'appui du PCI. Le PCI suspend sa participation au FDPN. A son initiative, une autre alliance, le Front démocratique patriotique (FDP), fondé le 28 novembre 1981, rassemble le PCI, le PDK et le Parti socialiste du Kurdistan. Une division semble donc s'instaurer entre, d'une part, les mouvements nationalistes arabes, et de l'autre, le PCI allié du mouvement kurde de Bârzanî. En novembre 1984, le nouveau Front est rejoint par le Parti socialiste arabe ainsi que par certaines organisations kurdes. L'UPK, qui est exclu de l'alliance, attaque en 1983 des bases du FDP au Kurdistan, où s'est réfugié le gros des forces de la résistance armée au régime. De 1986 à 1988, le FDP a enregistré des succès militaires importants, notamment par l'occupation de plusieurs villes du Kurdistan.
- 21 L'aggravation de la guerre au Kurdistan a mené une unification des rangs de la guérilla kurde : en avril 1987, les bases d'un Front unifié du Kurdistan irakien sont créées. Pour la première fois, on verra côte à côte le PDK de Bârzanî et l'UPK de Tâlabânî, ainsi que trois autres partis kurdes, le Parti démocratique du Peuple du Kurdistan, le Parti socialiste kurde et le Parti socialiste du Kurdistan. Les militants kurdes du PCI, principal artisan de la réconciliation kurde, rejoignent également la nouvelle alliance kurde.
- 22 En décembre 1986, une tentative de réunir toutes les oppositions lors d'une conférence à Téhéran ne permet pas d'établir une réelle coopération entre les forces laïques et le mouvement islamiste chiite. Il faudra attendre l'invasion du Koweït pour qu'en septembre 1990, toutes les forces d'opposition – kurdes, communistes, islamistes, nationalistes et démocratiques – réunies à Damas s'organisent et définissent un programme d'action commun pour renverser le régime de Saddam Hussein et former un gouvernement de coalition en exil. Toutes les forces d'opposition sont aujourd'hui favorables à un front large, la seule difficulté résidant dans la position des forces islamiques, qui répugnent à siéger aux côtés de certains mouvements laïcs.
- 23 La fragmentation politique de la société irakienne continue d'affecter la politique intérieure. A l'instabilité politique chronique, une caractéristique des pouvoirs en place de la période de la monarchie et des lendemains de la révolution, correspondait l'extrême hétérogénéité de l'opposition du fait de l'absence d'un minimum d'intégration nationale. La stabilisation du pouvoir avec le second régime baassiste n'a pas modifié cet état de fait. En tant qu'État-nation, l'Irak n'a pas réussi à évoluer vers une communauté cohérente, car sa société est composée de communautés qui ont été ardemment hostiles, dans leur majorité, à l'émergence d'une entité politique irakienne. L'armée, pivot de l'État et base de tous les régimes irakiens successifs
- 24 Créée de façon effective le 6 juin 1921, après la proclamation d'un gouvernement arabe, l'armée apparaissait comme l'outil indispensable pour défendre la pérennité d'un État dont la base était singulièrement étroite. De façon symbolique, le ministre de la Défense

fut le premier institué au sein du gouvernement arabe. Il s'agissait de suppléer l'armée britannique dans la tâche du maintien d'un ordre intérieur difficile à réaliser.

- 25 Presque naturellement, ce furent les anciens officiers chérifiens qui en constituèrent la colonne vertébrale, avec Ja'far al-'Askarî comme ministre de la Défense et son beau-frère; Nûrî Sa'îd, comme Commandant en chef. Sunnites de Bagdad ou du nord, les officiers chérifiens qui avaient combattu l'armée ottomane aux côtés des Britanniques, allaient constituer l'élite militaire du pays : outre Ja'far al-'Askarî et Nûrî Sa'îd, Mahmûd al-Sinawî, Jamâl Bâbân, 'Alî Jawdat al-Ayyûbî, Jamîlal-Midfa'î et Yâsîn al-Hâchemî en furent les principaux protagonistes, sans compter maints ministres et fonctionnaires du régime hachémite. L'armée britannique et les lévies (essentiellement composées d'Assyriens) continueront à assurer un rôle prédominant aux côtés des officiers chérifiens.
- 26 L'armée a été le pivot autour duquel s'est construit l'État et elle est demeurée la force centrale dans laquelle aucun changement politique ne peut avoir lieu en Irak. A la fois force d'appui pour les pouvoirs en place, mais aussi parfois force d'opposition du fait de sa mission première, la défense de l'État-nation, elle est incontournable.
- 27 Le coup d'État de Bakr Sidqî en 1936, la première intervention de l'armée dans la vie politique, où le groupe réformiste et libéral Ahâlî dut s'allier à des militaires fascistes pour changer le régime, en est une bonne illustration. Ahâlî, qui désespérait de la politique de Yâsîn al-Hâchemî, politicien corrompu parvenu au pouvoir grâce à l'utilisation de la violence tribale, n'avait vu d'autre alternative que de contracter une alliance avec l'armée. Ce faisant, Ahâlî permit à Hikmat Sulaymân, aux sympathies nazies et kémalistes avouées, de prendre le pouvoir contre Yâsîn al-Hâchemî, le politicien pro-britannique. Kâmel Châderchî, la figure de proue du groupe Ahâlî devint ministre de l'Economie dans le gouvernement de Hikmat Sulaymân en 1936. L'alliance contre nature entre les militaires putschistes et le groupement réformiste et libéral ne résista pas longtemps. Kâmel Châderchî démissionna en 1937. Hikmat Sulaymân le fit arrêter peu de temps après et interdit Ahâlî. N'était-ce pas là le signe tangible et peu porteur d'espoir que rien ne pouvait changer dans le pays sans l'armée ?
- 28 Entre 1936 et 1941, pas moins de sept coups d'État militaires se succéderont. Le mouvement des Officiers Libres, qui se forma en 1952 sur le modèle égyptien à partir d'un groupe d'officiers des classes moyennes citadines, partisans enthousiastes de la cause nationaliste, aboutit à la chute de la monarchie en 1958. Le coup d'État de février 1963, celui de novembre 1963, comme celui de juillet 1968, qui marquèrent tous des changements de régime, consacraient la prééminence de l'armée dans la vie politique irakienne.
- 29 Comment s'étonner, dès lors, que l'armée ait été la cible des principaux partis et courants politiques ? Que ce soit Al-'Ahd (Le Serment), le Hizb Watanî (le Parti patriotique), les différents courants nationalistes arabes, les communistes ou le mouvement islamiste, tous comprirent que c'était là la clef de toute alternative réelle.
- 30 Le PCI fut le premier parti à tenter de s'implanter dans l'armée : la première cellule communiste au sein de l'institution militaire date de 1931. L'influence communiste au sein de l'armée s'accrut de façon notoire, notamment dans les années 1950. Après la révolution de 1958, l'un des soucis de Qâsem fut de juguler l'influence en énorme acquise par le PCI parmi les officiers comme dans la troupe. Le putsch de 1963 devait porter un coup d'arrêt brutal au travail communiste dans l'armée. Le PCI en fut ensuite

expulsé par le Baas : en mai 1978, 21 militaires étaient exécutés sous l'accusation de vouloir créer des cellules communistes dans les casernes.

- 31 Le mouvement islamiste chiite tenta également de s'implanter dans l'armée. A l'instar du hujja-ulislâm 'Aref al-Basrî, de nombreux militants religieux chiites se trouveront, dans les années 60, confrontés à l'influence communiste dans les écoles militaires. La répression interviendra avant que le mouvement religieux ne puisse recueillir les fruits de son travail de taupe. Envisagée dès 1969, la « baassisation » des forces armées entra dans les faits en 1974. En voulant faire de celles-ci, une armée idéologique (jaych 'aqâ'idî), le pouvoir visait à la confiscation par le Baas du seul instrument efficace de changement, l'ultime rempart de l'État-nation. Le processus aboutit à la promulgation de lois punissant de mort toute tentative d'activités politiques d'autres partis au sein de l'institution militaire.
- 32 L'armée a-t-elle été un creuset favorisant la formation d'une entité nationale ? Sa première mission fut de réprimer les mouvements hostiles à l'État-nation. Ce fut donc une tâche de répression intérieure. La tâche, énorme si l'on considère l'importance et la détermination des communautés ayant refusé le nouvel État, était bien au-dessus de ses forces. Aussi, ce fut à l'armée britannique que revint, en dernier ressort, le rôle décisif durant toute la période monarchique, même si les forces armées purent momentanément se retourner contre leurs créateurs, comme en 1941, lors du coup d'État de Rachîd Gaylânî. Les premiers faits d'armes de l'armée irakienne furent dirigés contre les tribus chiïtes en 1923 et contre les Kurdes en 1924. Mais ce fut l'écrasement des Assyriens, en août 1933, qui constitua son véritable baptême du feu. Livrée à des massacres systématiques, la communauté assyrienne ne s'en remit pas et disparut pratiquement du pays. C'est alors que la conscription, particulièrement impopulaire fut proclamée. Dans le sud, les révoltes tribales chiïtes devaient se succéder en 1933, 1935, 1936 et 1937, toutes réprimées dans le sang. Ce fut ensuite le tour des Yézidis en octobre 1935, une colonne de chars appuyée par l'aviation ravagea le Djebel Sindjâr et le Chaykhân. Entre-temps, les partisans de Bârzânî, lequel avait succédé à chaykh Mahmûd à la tête du mouvement kurde, ne furent pas davantage épargnés. L'armée, aidée de la Royal Air Force, lança des campagnes meurtrières contre les régions du nord de 1930 à 1933, dates des plus importants soulèvements, puis régulièrement jusqu'en 1947.
- 33 L'armée fut également utilisée contre l'opposition anti-britannique : en 1948, en 1952, en 1954 et en 1956, où des unités spéciales réprimèrent dans le sang les manifestations hostiles à l'intervention tripartite contre l'Égypte. Le renversement de la monarchie ne changea rien en la matière. En 1963, l'armée épaula la Garde nationale dans une terrible chasse aux forces anti-baassistes, qui fit plus de dix mille morts en un mois, dont des milliers de communistes. La guerre au Kurdistan reprit de 1961 à 1975, puis de 1979 à 1988. Dès 1984, l'armée irakienne utilisait l'arme chimique contre les Iraniens, arme qu'elle devait ensuite diriger contre les Kurdes et contre les déserteurs dans les marais du sud.
- 34 A sa tâche ingrate de police intérieure s'en ajoutait une autre, plus gratifiante. Tous les régimes irakiens successifs ont eu l'ambition de faire de l'armée une puissance qui permette à l'État irakien d'assumer un certain leadership dans le monde arabe. La première occasion d'importance fut la guerre de Palestine, en 1948-49, accroissant le lustre de l'armée irakienne qui se persuada ainsi de son efficacité. Mais il y eut aussi différents projets d'union où la puissance militaire n'était pas inutile. Faysal, le

premier, fit porter ses efforts sur l'unification d'un. Croissant fertile arabe. Cette politique fut reprise par Ghâzî, qui proposa l'union de la Grande Syrie à l'Irak avec le Koweït, ainsi que par l'homme fort de la monarchie, Nûrî Sa'îd. En effet, le Koweït était l'autre cible des ardeurs unionistes des dirigeants de Bagdad. Dès 1936, l'Irak avait convoité les îles de Warba et Bubyân ainsi que l'ensemble du Koweït. Les ambitions personnelles du roi Ghâzî à assumer le leadership du monde arabe l'amenèrent à opter pour des desseins expansionnistes sous couvert de panarabisme.

- 35 Peu avant sa mort, Ghâzî donna l'ordre à ses troupes d'occuper le Koweït. Jugeant l'affaire mal engagée, Nûrî Sa'îd put dissuader le roi, mais il travailla lui-même en sous-main à réaliser le rattachement du Koweït et même de Bahrein à l'Irak. En 1937, deux anciens premiers ministres, Tawfîq Suwaydî et Nâjî Chawkat, se firent les avocats de l'annexion du Koweït mais se heurtèrent au refus britannique. De Qâsem à Saddam Hussein, le rêve irakien d'annexion du Koweït demeurera. De tels projets permettaient à l'État irakien de faire diversion quant à la faiblesse de sa propre légitimité, et d'espérer échapper à la base minoritaire qui est la sienne à l'intérieur de ses frontières tout en affirmant son pouvoir régional.
- 36 La guerre de huit ans menée contre l'Iran fut certainement l'engagement le plus total jamais entrepris par l'armée. Les motivations en étaient à la fois de police intérieure, c'est-à-dire briser la renaissance du mouvement religieux chiite, et un désir d'expansionnisme et de puissance. La guerre a provoqué un bouleversement total du rapport de forces, propulsant l'armée irakienne au rang de première armée de la région. Pour certains analystes, la guerre a constitué pour le pays le premier véritable test réussi de sa viabilité en tant qu'État-nation¹. Elle aurait transformé l'Irak d'un pays sans base nationale en une communauté nationale de plus en plus affirmée. Le cas des chiites, qui auraient fait passer leur sentiment national avant leurs aspirations religieuses, est ainsi mis en avant. Les mêmes reconnaissent, toutefois, que les Kurdes ne participent pas au renforcement de ce sentiment national. Mais ils n'hésitent pas à affirmer : « Pour la première fois depuis la mort de Faysal, en 1933, un régime irakien semble avoir la capacité de donner une contribution historique à la consolidation de l'État irakien. »²
- 37 Une telle analyse doit être confrontée à l'image que garderont les Irakiens de la guerre. Ceux-ci l'ont-ils vécue comme une épopée nationale ou au contraire comme une véritable calamité ? Les chiites ont-ils réellement confondu la « Qâdisiyya » de Saddam avec la guerre sainte menée par les Arabes musulmans contre les Perses polythéistes ? Ou n'ont-ils pas plutôt agi par absence d'autre choix, piégés par l'État-nation dont ils étaient devenus, en quelque sorte, les otages ? Une seule chose est certaine : la guerre a renforcé le pouvoir personnel d'un homme, Saddam Hussein.
- 38 Unique force capable de susciter un changement politique, il était logique que le Baas veuille imposer à l'armée un droit d'exclusivité. Ce fut, outre la campagne de baassisation, un difficile jeu d'équilibre entre civils et militaires. Les militaires étaient naturellement nombreux parmi les membres du Conseil de Commandement de la Révolution (CCR) issu du coup d'État de 1963 comme de celui de 1968. Le second régime baassiste adopta une politique conjuguée de promotion de l'armée, notamment par l'augmentation exceptionnelle du budget militaire, et d'épuration continue. Les officiers les plus capables, les plus populaires, ceux qui auraient pu être tentés par un rôle politique furent systématiquement écartés quand ils n'étaient pas éliminés physiquement. De tous les militaires membres du CCR en 1968, seul le général Sa'adûn

Ghaydân, commandant de la brigade blindée de la Garde républicaine et ministre de l'Intérieur jusqu'en 1974 demeure, même s'il a perdu depuis ses fonctions pour devenir, entre autres, ministre des Communications.

- 39 Pour commencer, les officiers non baassistes furent limogés. En août 1968, les colonels nationalistes 'Abd al-Razzâq Nâyef, chef des services de la sécurité militaire, et Ibrâhîm 'Abd al-Razzâq Dâwûd, chef de la Garde républicaine; qui avait participé au coup d'État du 17 juillet 1968 aux côtés de Ahmad Hasan al-Bakr contre 'Abd al-Rahmân 'Aref, furent arrêtés et exilés. Dès 1974, la plupart des officiers baassistes du CCR avaient été éliminés. En 1978, on peut dire que le rapport de forces entre militaires et civils au sein du CCR était largement en faveur des civils, tous les militaires ayant été écartés. Seul Ahmad Hasan al-Bakr permettait de donner l'illusion d'une participation de l'armée aux plus hautes instances du pays.
- 40 Les civils avaient dès lors les mains libres pour entamer leur campagne de baassisation de l'armée. Hardân Takrîtî, chef de l'armée de l'air, qui cumula les postes de premier-ministre en remplacement de Nâyef et de ministre de la Défense en remplacement de Dâwûd, avait été chassé du CCR en 1970 et assassiné à Koweït le 30 mars 1971. Hostile à un accord avec les Kurdes prôné par les civils, notamment par Saddam Hussein soutenu par al-Bakr, Hardân Takrîtî, dont la popularité croissante au sein de l'armée avait inquiété ces derniers, inaugurait ainsi la nouvelle vague d'épuration. Le général Sâlih Mahdî 'Ammâche, baassiste depuis 1952, ancien « Officier libre », ministre de l'Intérieur et vice-premier ministre après le coup d'État de 1968, fut chassé du CCR en septembre 1971. De même que Hardân Takrîtî, il s'était opposé à un accord avec les Kurdes prôné par les civils. Il eut toutefois davantage de chances puisqu'on se contenta, en 1971, de l'envoyer comme ambassadeur à Moscou.
- 41 Quant au général Hammâd Chihâb Takrîtî, commandant de la garnison de Bagdad, organisateur du coup d'État du 30 juillet 1968 contre le groupe Nâyef/Dâwûd et ministre de la Défense de 1970 à 1973, il figura parmi les victimes de la tentative de coup d'État de juin 1973 organisée par le colonel Nâzem Kazzâr contre Ahmad Hasan al-Bakr. Ce dernier maintiendra la fiction d'une participation des militaires au pouvoir jusqu'à sa retraite forcée en 1977 et son remplacement par 'Adnân Khayrallâh à la Défense, puis sa démission en 1979 et sa mort en juillet 1983. Avec l'éviction de Ahmad Hasan al-Bakr, c'était le dernier représentant de l'armée dans les hautes instances du pouvoir qui disparaissait. Le nouveau ministre de la Défense, un militaire, cousin et beau-frère de Saddam Hussein dont il a épousé la soeur, Sajîda, et beau-fils de Ahmad Hasan al-Bakr, devait s'écraser en mai 1989 dans un mystérieux accident d'hélicoptère. Quant à Sa'adûn Châker, chef des services de sécurité et ministre de l'Intérieur jusqu'en 1987, il fut révoqué à cause de l'insécurité régnant à Bagdad cette année-là et dont on le rendit responsable. Le 10 septembre 1990, la mise à la retraite de Sa'adûn Châker – officiellement pour raison de santé – et son éviction du CCR prenaient valeur de symbole : désormais, il n'y aurait plus aucun militaire au sein de la plus haute autorité de l'État.
- 42 Ces épurations ont continué de frapper sans distinction tous ceux qui s'opposent à la politique du Baas, mais aussi les baassistes eux-mêmes, critiques ou rivaux de Saddam Hussein qui a réussi à imposer, à travers la « ligne des civils », un pouvoir personnel quasi absolu. La politique du vide, une importante caractéristique du régime actuel, a commencé par l'armée. Takrîtîs et non Takrîtîs en sont les victimes, même si

l'appartenance au clan de Saddam Hussein est une promesse, mais pas toujours, d'avoir la vie sauve en cas de limogeage.

- 43 Contrairement au régime syrien où le Baas a été investi par les militaires, ce sont les civils qui sont aux commandes en Irak. A la tête de ceux-ci. Saddam Hussein, dont l'influence était devenue déterminante dès avant 1975. Les rumeurs concernant son implication dans la tentative de coup d'État de Nâzem Kazzâr, alors qu'il n'était que vice-président, lui avaient valu quelques moments difficiles après 1973. Soutenu par les civils du parti, Nâzem Kazzâr avait profité d'un voyage en Union soviétique du président Ahmad Hasan al-Bakr. L'échec du putsch laissa quelques zones d'ombre, mais il apparut clairement dirigé contre les militaires et leur principal représentant au pouvoir, le président al-Bakr. Les pistes furent brouillées sur les responsabilités réelles de l'événement Grâce à son clan originaire de Takrît, qui a la haute main sur la sécurité intérieure et extérieure, Saddam Hussein parviendra à mettre en échec toutes les tentatives de l'éliminer. Bien que n'ayant pas franchi les échelons de la hiérarchie militaire, il a été promu général en 1976. A une tentative de coup d'État après son accession à la présidence le 17 juillet, 1979 en remplacement de Ahmad Hasan al-Bakr, Saddam Hussein réagit par l'exécution de 21 officiers. Plus que jamais, l'armée sera désormais sous haute surveillance.
- 44 Pourtant, la guerre contre l'Iran viendra contrecarrer cette politique de mise à l'écart des militaires. Au début de la guerre, c'est l'une des faiblesses majeures de l'Irak : armée idéologiques où les responsables sont nommés plus pour leur obéissance au Baas et leur allégeance envers Saddam Hussein que pour leurs compétences, l'armée irakienne ne brille pas par l'esprit d'initiative de ses officiers. Mais, à partir 1986, après la perte de Fâo, Saddam Hussein permit aux militaires une plus grande autonomie, ce qui donna un second souffle à l'armée. Les résultats, sur le champ de bataille, seront probants. Parallèlement, le régime n'hésitait pas à engager toutes les ressources du pays dans un programme d'armement ruineux. C'est. Hussein Kâmel Hasan al-Majîd, beau-fils de Saddam ministre de l'Industrie et de l'armement, que beaucoup pressentent comme le prochain ministre de la Défense, qui a supervisé l'acquisition par l'armée des matériels les plus sophistiqués et organisé au niveau international un réseau tentaculaire de sociétés chargées d'y pourvoir. En 1985, l'Irak est le premier acheteur d'armement du monde avec un budget militaire d'un milliard de \$ par mois.
- 45 Rien n'est alors trop cher pour le développement du complexe militaro-industriel irakien. Les bailleurs de fonds occidentaux s'étonnent de constater que l'Irak est toujours prêt à payer rubis sur l'ongle le dernier système d'armement le plus performant, alors que sa dette s'élève à des dizaines de milliards de dollars. Jusqu'en 1958, la Grande-Bretagne avait été le premier fournisseur, puis ce fut, partir de 1958, l'Union soviétique. Dans les années 70, la France prit la seconde place en approvisionnement d'armes à l'Irak. Les ventes d'armes françaises à Bagdad durant la guerre avec l'Iran s'élevèrent à plus de 5,6 milliards de dollars à quoi il faut ajouter 4,7 milliards de dollars en équipement civil. La France fournit ainsi le matériel le plus sophistiqué de l'armée irakienne avions Mirage et hélicoptères Gazelle, Super Frelon, Alouette ou Puma, chars AMX, blindés Panhard, mais ce sont surtout les missiles qui constitueront le gros des ventes françaises, Milan, Roland ou Exocet.
- 46 Une politique aussi ambitieuse satisfait le corps des officiers et le dédommage partiellement de se voir dépossédé d'un rôle politique que certains de ses cadres s'étaient habitués de lui voir jouer. La guerre a montré qu'un grand pragmatisme

existait parmi les dirigeants irakiens, qu'ils soient politiques ou militaires. Une grande flexibilité dans les rapports entre militaires et civils semble avoir permis d'évacuer les tensions les plus menaçantes. L'opposition entre politiques et militaires paraît avoir été résolue, momentanément, par une politique de répression de la hiérarchie militaire et de baassisation de l'armée, ajoutée à un dialogue constant avec les dirigeants militaires et une politique d'achat systématique de matériel dont l'armée est le premier bénéficiaire. Lors des moments difficiles, après des défaites sur le front, en 1982 ou 1986, Saddam Hussein devait faire face à un regain de critiques émanant le plus souvent des militaires. Mais il réussit à retourner la situation en sa faveur, en manipulant les structures baassistes afin d'y placer ses hommes et en prenant contact avec les chefs militaires pour s'assurer de leur soutien. Des gages de bonne volonté pouvaient être donnés. Le demi-frère de Saddam Hussein, Bârzân Ibrâhîm Takritî, chef des renseignements politiques, qui mécontentait l'armée par une brutalité sans discernement, fut relevé de ses fonctions en 1983 pour être nommé trois ans plus tard à Genève auprès des Nations-Unies où il représentait l'Irak au sein de la commission des droits de l'homme. Et après la soudaine disparition de 'Adnân Khayrallâh, c'est 'Abd al-Jabbâr Chanchal, un militaire apolitique, qui fut nommé chef d'état-major des forces armées et ministre de la Défense.

- 47 Toutefois, les purges continuèrent à la manière stalinienne : les militaires responsables des défaites furent limogés et exécutés, mais ceux qui remportèrent des victoires sur le champ de bataille le furent également par crainte de les voir s'ériger en rivaux potentiels. Parmi les perdants, le général Adin Tawfîq, qui évacua Mehrân en juillet 1986, disparut, ainsi que le général Chawkat 'Azîz al-Hadîthî, responsable de la défaite de Fâo. Parmi les vainqueurs, le général Mânir 'Abd al-Rachîd, véritable héros de l'armée qui s'illustra hors de la reconquête de Fâo en 1988, a lui aussi subitement disparu.
- 48 Par ailleurs, plusieurs centaines d'officiers furent exécutés entre 1980 et 1989, plus particulièrement à la suite des défaites, en 1982 et en 1986. Il s'agit donc d'un équilibre éminemment instable. La preuve en est qu'en 1982, après la défaite de Khorramshahr, des voix s'élevaient parmi les militaires pour le remplacement de Saddam par Ahmad Hasan al-Bakr. Celui-ci, vieux et malade, mourra l'année suivante. Conséquence de la politique du vide mise en place par le pouvoir, il apparaissait le seul susceptible de constituer une alternative.
- 49 L'armée s'est-elle forgée une nouvelle image de défenseur du pays contre un danger extérieur, après avoir été spécialisée dans les actions de répression intérieure et les putschs ?
- 50 Pour la première fois dans l'histoire de l'Irak, affirment certains, l'armée n'a plus été utilisée comme l'instrument décisif des changements politiques intérieurs mais pour la défense de la nation. Elle y aurait gagné respect et considération. Les mêmes affirment que plus longtemps durait la guerre et moins la probabilité de voir l'armée revenir à ses vieux démons d'intervention dans la vie politique était grande. En d'autres termes, le régime baassiste et le pouvoir personnel de Saddam Hussein auraient permis de donner à l'armée une mission plus compatible, sinon avec les exigences démocratiques, du moins avec celles d'un État-nation stable. Toutefois, la politique visant à éliminer toute expression autonome de la société pourrait bien faire une nouvelle fois de l'armée le seul recours possible de l'opposition. De fait, tous les courants de l'opposition irakienne

s'accordent pour certifier que le régime actuel ne pourrait tomber que par un nouveau mouvement militaire.

Les véritables racines de la démocratie en Irak face à l'actuelle politique du vide

- 51 Un État-nation imposé par la force sur un pays peuplé de communautés en majorité musulmanes... Où situer, dans tout cela, les idées démocratiques ou du moins l'expression démocratique des aspirations locales ?
- 52 C'est le débat constitutionnel, animé à partir des villes saintes par les ulémas chiites entre 1906 et 1911, qui fut la première manifestation d'une véritable conscience politique dans les vilayets de la Mésopotamie ottomane. Bien plus, le Parti Machrûta, favorable à la Constitution, trouva dans les plus grands mujtahid ses défenseurs les plus ardents. De Najaf à Karbalâ', les principaux marja' prirent la direction du mouvement, dénonçant le despotisme du chah de Perse et du sultan-calife d'Istanbul comme la cause de la décadence du monde musulman face à une Europe conquérante. Des fatwas furent promulguées, faisant de l'établissement d'un régime constitutionnel un devoir religieux. Najaf était ainsi devenu le phare des idées libérales dans l'Empire ottoman. C'est là, bien plus que dans les premiers partis politiques ottomans qui fleurirent au lendemain de la révolution jeune-turque de 1908 et qui étaient que des clientèles, qu'il faut trouver les véritables racines du mouvement démocratique en Irak.
- 53 L'invasion britannique, à laquelle s'était opposé le jlhah dirigé par les mujtahid chiites, avait mis fin à près de treize siècles de règne islamique. Pétris d'illusions démocratiques, les Britanniques entreprirent, au terme de leur conquête, de consulter la population sur ses souhaits quant à l'avenir du pays. Le référendum de 1918-1919 fut largement boycotté par les Kurdes, alors soumis à des bombardements britanniques intenses. Sir Arnold Wilson, alors le premier représentant britannique à Bagdad, peu soupçonnable de sympathie pour l'idée de l'indépendance du Kurdistan, dira que « les Kurdes ne voulaient ni faire retour au gouvernement turc ni être placés sous contrôle du gouvernement irakien », et qu'« au Kurdistan méridional, sur cinq personnes, quatre étaient favorables au plan de chaykh Mahmud de créer un Kurdistan indépendant. »
- 54 Au-delà de révoltes inhérentes à leur société tribale, les Kurdes avaient reconnu aux Ottomans le droit de les gouverner au nom de l'allégeance religieuse envers la Porte. Placés dans un nouveau contexte marqué par l'affirmation du facteur national, ils ne reconnaîtront pas ce droit aux Arabes. Quant aux chiites, ils s'exprimèrent par des pétitions, les fameuses mazbata, d'où il ressortait qu'ils désiraient que l'Irak s'étendît « du nord de Mossoul jusqu'au Golfe persique avec un gouvernement arabe islamique dirigé par un roi arabe musulman, qui pourrait être l'un des fils du chérif Hussein, à condition que son pouvoir soit limité par une Assemblée ». L'expression de « gouvernement arabe islamique » était celle mise en avant par les ulémas chiites. Elle se référait à un système politique directement régi par la charîa et les avis des mujtahid. On peut présumer qu'il s'agissait d'un régime proche de celui en vigueur en Perse au lendemain de la Révolution constitutionnelle de 1906, avec un nombre fixe de mujtahid au Parlement pour examiner la conformité islamique des lois votées. Les pétitions adressées en 1920 aux autorités britanniques par les mandûbîn (les délégués) reprirent le même mot d'ordre, en insistant sur le refus de toute dépendance envers une puissance étrangère. Les Britanniques s'apprêtaient, en effet, à se faire accorder par la SDN un mandat sur le pays. La révolution de 1920, dirigée des villes saintes par les mujtahid, fut la réponse des chiites au mandat. Ce fut le plus massif des

soulèvements armés que dut affronter le colonialisme européen dans la région. Défenseurs acharnés de l'indépendance des pays d'Islam, les ulémas chiites dirigèrent alors directement les combats sur les champs de bataille aux côtés des chefs de tribus.

- 55 Vaincus militairement par la force des armes britanniques, chiites et Kurdes furent incorporés dans la logique de l'État-nation. Les premières manifestations d'une expression démocratique évoquées précédemment sombrèrent avec les campagnes militaires successives menées au nom de la défense de l'État-nation, sans que l'idée démocratique ait eu le temps de prendre pied en terre mésopotamienne.
- 56 Le premier parti à parler nommément de démocratie fut le Parti patriotique irakien (Hizb watanî Irâqî), fondé en 1922 et dirigé plus tard par Jafar Abu Timman et chaykh Ahmad Dâwûd. Ces deux dirigeants du mouvement patriotique de Bagdad avaient symbolisé l'union entre chiites et sunnites à la veille de la révolution de 1920. Au cours de l'insurrection, ils avaient trouvé refuge dans les villes saintes chiites et avaient participé au gouvernement révolutionnaire islamique provisoire qui s'y était installé sous l'autorité des mujtahid. Avec le Parti de la Renaissance (Hizb al-Nahda), fondé en même temps par Amîn Châderchî, ce furent les seuls véritables partis d'opposition des années 20, tous les autres n'étant que des clientèles. Toutefois, aucun de ces deux partis n'avait une conception claire de la démocratie. L'absence d'un consensus minimum sur le cadre étatique imposé au pays était la caractéristique du moment. En effet, la société était composée de communautés qui continuaient à être hostiles à l'émergence d'une entité politique irakienne sous forme d'État-nation. Coincé entre ce qu'il faut bien appeler le terrorisme de l'État-nation et les différentes aspirations communautaires, il semblait difficile à un mouvement se réclamant de la démocratie de se frayer un chemin.
- 57 Pourtant, un tel mouvement se manifesta en Irak à partir des années 30. Jusqu'à la fin des années 50, bien que de façon très minoritaire. Le groupement réformiste et libéral Ahâlî et le Parti national démocrate représentèrent un véritable mouvement démocratique, et ceci dans l'acceptation occidentale du terme, c'est-à-dire qu'ils mirent en avant des valeurs qui les rattachaient directement à la pensée libérale européenne. Ahâlî n'était pas un parti à proprement parler mais un rassemblement constitué, en 1931, d'une douzaine d'intellectuels dont certains avaient fait leurs études à l'étranger. C'était le cas de Kâmel Châderchî, comme de Yûsif 'Izz al-Dîn, de 'Abd al-Fattâh Ibrâhîm ou de Muhammad Hadîd. Les Ahaliens s'accordaient sur la nécessité de réformes libérales dans l'esprit de la révolution française et étaient favorables au respect des droits politiques et individuels du citoyen. Leur journal, « Ahâlî », donna le nom de « populisme » (cha'biyya) aux théories du groupe. 'Abd al-Fattâh Ibrâhîm exposa celles-ci en deux volumes. Il y exaltait le patriotisme qu'il opposait au nationalisme, « dont l'histoire est pleine de sang, de tyrannie et d'hypocrisie ». Hostiles, par principe, à l'idée nationaliste, qu'ils jugeaient source d'exclusion et de totalitarisme, les Ahaliens étaient modérément arabistes. Le club nationaliste Muthanna ne s'y trompa pas, qui se transforma très vite de concurrent d'Ahâlî en critique acerbe de ses conceptions. Les Ahaliens avaient rapidement réalisé leur erreur à la suite de l'alliance contractée avec les militaires putschistes en 1936.
- 58 L'expérience illustrât, de façon dramatique, l'absence de débouché démocratique dans le cadre étatique qui était celui de l'Irak. Par ailleurs, Ahâlî a toujours soutenu une forme de parlementarisme et d'individualisme à l'européenne, ce qui était alors difficilement viable dans le pays. Peu implanté, représentant les aspirations de la

bourgeoisie libérale irakienne, le groupement sut se faire entendre grâce à la célébrité de ses dirigeants, dont Kâmel Châderchî.

- 59 Le Parti national démocrate, fondé en 1947 sous l'autorité de Kâmel Châderchî, fut formé autour du centre gauche de l'ancien Ahâlî. Le PND évolua après 1950 vers le socialisme réformiste. Au lendemain de la révolution antimonarchique, le PNO exprimait des vues correspondant à la politique de Qâsem. La plupart des ministres furent alors membres de ce parti. Toutefois, le PND, partisan d'un régime démocratique parlementaire, ne se laissa pas griser par le pouvoir. Aux côtés du PCI et du PDK, il exigeait le respect des droits démocratiques promis par Qâsem et toujours remis au lendemain. Il faudra attendre 1960 pour que certains partis, dont le PND, soient enfin légalisés. Toutefois, le PND continua à supposer aux tendances personnelles du pouvoir de Qâsem tout en dénonçant le Baas et l'Istiqlâl, ennemis jurés du leader irakien, comme des forces totalitaires. Favorable à une unité arabe par étapes, il insistait sur la nécessité qu'il y avait pour l'Irak à garder son indépendance. La nature dictatoriale de la politique de Qâsem s'accroissant, Kâmel Châderchî démissionna du PND en 1960. Il entendait ainsi protester contre l'absence de démocratie du régime et l'utilisation de son parti comme caution démocratique à un moment où Qâsem réprimait les communistes et les Kurdes. « Ahâlî », l'organe du PND, fut interdit en 1961. Le PND et son journal disparurent définitivement en juillet 1962. La mort du PND signifia la fin des activités du mouvement démocratique en Irak.
- 60 C'est probablement la personnalité de Kâmel Châderchî, dont le nom reste associé aux principes de la démocratie sur les rives du Tigre et de l'Euphrate, qui donna l'écho nécessaire au mouvement Doyen des hommes politiques irakiens, véritable patriarche du libéralisme, un des plus riches propriétaires fonciers d'Irak, Kâmel Châderchî appartenait à une célèbre famille de Bagdad. Son père. Rafat Châderchî, et son frère. Ra'ûf Châderchî, avaient été maires de Bagdad sous les Ottomans. Kâmel Châderchî accorda un soutien à la politique étrangère de Qâsem. Soutenant son désir d'indépendance vis-à-vis de l'Ouest comme de l'Est, avec malgré tout une préférence pour Moscou, il approuvait la distance entretenue par le zâ'im vis-à-vis de l'unité arabe. Mais il le condamnait dans sa politique intérieure antidémocratique, prônant sans relâche le respect, des libertés individuelles. Lorsque Qâsem envoya Châderchî vers Nasser, l'Irakien libéral déclara alors au rais que l'union ne se ferait pas « avant l'instauration de régimes démocratiques dans les deux pays. » De fait, il ne cessera d'affirmer que l'absence de démocratie est le principal obstacle à l'unité arabe. Châderchî dénonçait la répression exercée contre les communistes, la part faite dans la vie politique à l'armée, « source de dictature ». appelait à l'établissement d'institutions démocratiques et à la réactivation du Front national de la période hachémite. En même temps, il défendait les droits des Kurdes en proposant qu'on commence par appliquer les garanties stipulées par la constitution provisoire les concernant. Dans son itinéraire politique fidèle à des principes qu'il ne reniera pas, Kâmel Châderchî avait vu sa route croiser à plusieurs reprises celle de Ja'far Abu Timman. Ce dernier avait rejoint Ahâlî en 1932. D'origines et de traditions différentes, l'un grand bourgeois sunnite éclairé, l'autre d'une famille pieuse de commerçants chiites, les deux hommes s'étaient retrouvés sur le terrain des conceptions libérales.
- 61 Entre les partisans de la Grande-Bretagne (Nûrî Saîd) et les militaires anti-britanniques fascistes (Hikmat Sulaymân) ou l'apprenti sorcier d'un nationalisme fanatique (Sâmî Chawkat. fondateur du Baas), le mouvement démocratique avait eu peu de place sous la

monarchie. En 1958, la révolution antimonarchique ne fut qu'un coup d'État militaire qui déçut rapidement les espoirs d'un processus démocratique.

- 62 Ce sont aujourd'hui les héritiers de Sâmî Chawkat qui sont au pouvoir. Issu, comme tous les régimes irakiens précédents, d'un coup d'État, le régime actuel s'est engagé dans une politique du vide, frappant impitoyablement toute expression politique indépendante, mais aussi ses propres partisans dans une logique de liquidations successives destinées à assurer plusieurs objectifs : la domination du parti Baas sur l'armée, la domination du clan des Takrîtîs sur le parti comme base du pouvoir personnel de Saddam Hussein.
- 63 On a vu comment, des membres du CCR presque tous militaires baassistes ou appartenant au groupe nationaliste Nâyef/Dâwûd, seul Sa'adûn Ghaydân survivra politiquement. 'Abd al-Razzâq Nâyef et Ibrâhîm Dâwûd seront assassinés à Londres en 1979. Les non baassistes furent éliminés dès 1968, de telle sorte qu'en 1969, les quinze membres du CCR étaient tous baassistes. Des officiers baassistes comme Hardân Takrîtî seront exécutés, les autres limogés. Saddam Hussein et Ahmad Hasan al-Bakr collaborèrent alors pour empêcher les militaires de prendre le contrôle du régime à travers le Baas jusqu'à ce que, le 15 octobre 1977, Ahmad Hasan al-Bakr se voie lui-même dépossédé du portefeuille de la Défense au profit de 'Adnân Khayrallâh. Les purges se succédèrent, et pas seulement contre les militaires.
- 64 En 1977, 'Izzat Mustafa, membre civil du CCR depuis 1969, et Hasan Jâsem furent exclus du Commandement régional du Baas, à la suite des affrontements sanglants avec le mouvement religieux à Karbalâ' en février de cette même année. Les rivaux potentiels de Saddam Hussein n'existaient pas seulement parmi les militaires. La répression s'abattit également sur d'importants civils baassistes. 'Abd al-Khâliq al-Sâmarrâî fut la plus illustre victime.
- 65 En 1979, prenant prétexte de la tentative de coup d'État consécutive à son accession à la présidence, Saddam Hussein fit exécuter 'Abd al-Khâliq al-Sâmarrâî avec 'Adnân Hamdânî, le ministre du Plan, et 21 officiers. Membre du Commandement régional du Baas de 1968 à 1973, du Commandement national du Baas ainsi que du CCR de 1969 à 1973, 'Abd al-Khâliq al-Sâmarrâî était un théoricien de l'aile gauche du parti Baas, probablement le plus populaire de tous les dirigeants baassistes. Il prit une attitude positive dans la réalisation de l'accord avec les Kurdes et fut, comme 'Aflaq, partisan de la guérilla en Palestine. En juillet 1973, Saddam Hussein avait fait emprisonner à vie 'Abd al-Khâleq al-Sâmarrâî, prétextant qu'il était impliqué dans le complot de Nâzem Kazzâr, directeur de la Sécurité, dont le siège était le tristement célèbre Qasr al-Nihâya. Saddam Hussein était lui-même parvenu à brouiller les pistes sur son rôle exact lors de ces événements. Mais ils lui permirent de se débarrasser ainsi d'un rival potentiel. En même temps, Ahmad Hasan al-Bakr ayant démissionné, il n'existait plus de concurrent pour le moment. Les purges n'en continuèrent pas moins.
- 66 En 1982, Riyâdh Ibrâhîm, ministre de la Santé, fut exécuté, accusé d'avoir couvert l'importation de médicaments frelatés. En fait, le ministre avait appelé à la destitution de Saddam après la défaite de Khorramshahr et appelé à mettre fin à la guerre. L'éviction de Na'îm Haddâd, en 1986, mit un terme aux activités de la plus importante personnalité chiite du gouvernement. Porte-parole de l'Assemblée nationale et membre du CCR, il disparut, peut-être exécuté avec 40 officiers. Il aurait, dit-on, critiqué la conduite de la guerre par le pouvoir. L'éloignement, depuis 1983, de Bârzân Ibrâhîm Takrîtî suscitait, la même année, un vent de fronde des Takrîtîs contre Saddam. De

Takrît, où il était exilé, Bârzân Takrîtî tenta d'entraîner le clan contre le chef de l'État avant d'être envoyé à Genève, objet d'une mansuétude peu habituelle. La disparition, en mai 1989, de 'Adnân Khayrallâh et la mise à la retraite, en septembre 1990, de Sa'adûn Châker, qui ne furent pas remplacés au sein du CCR, mettent un terme provisoire à la longue liste des disparus et limogés.

- 67 Dans les moments difficiles, on l'a vu, Saddam Hussein manipule les structures du pouvoir : le Conseil de Commandement de la Révolution, le Commandement national et le Commandement régional du Baas. Ainsi, en juin 1982, il organisa en toute hâte le 9^e congrès régional du parti. En effet, non seulement les troupes irakiennes avaient dû battre en retraite dans la province iranienne du Khouzistan, mais c'était maintenant sur le sol irakien qu'avaient lieu les combats. Sept membres du Commandement régional furent éliminés et remplacés par des hommes de Saddam Hussein parmi lesquels, il faut le remarquer, plusieurs chiïtes.
- 68 En 1986, un autre congrès « extraordinaire » du Baas permit l'éviction de plusieurs autres personnalités. La mise à l'écart de Na'îm Haddâd compromit gravement la tentative du pouvoir d'associer certains chiïtes à sa politique. Aujourd'hui, le seul chiïte ayant une fonction importante est Sa'adûn Hammâdî. Né en 1930 à Karbalâ', fils de drapier, c'est un diplômé en économie agricole d'une université du Wisconsin. Ministre de la Réforme agraire sous le premier régime baassiste, il dirigea alors le journal baassiste *Al-Jumhûriyya*. Ministre du Pétrole de 1969 à 1974, puis ministre des Affaires étrangères avant Târeq 'Azîz, c'est lui qui a remplacé Na'îm Haddâd au CCR en 1986 ainsi qu'à la tête de l'Assemblée nationale. Sa'adûn Hammâdî est actuellement vice-premier ministre.
- 69 Le clan des Takrîtîs demeure une réalité politique au point qu'on peut dire que c'est lui qui a permis à Saddam Hussein de déjouer tous les complots ourdis contre lui. Toujours placés aux postes-clefs dans l'armée et les services de sécurité, rien ne peut leur échapper. La nature personnelle du pouvoir de Saddam Hussein a certes mis quelque peu à mal la solidarité familiale, surtout lorsque ce sont des Takrîtîs qui étaient les victimes des purges. D'autant qu'une rupture d'équilibre entre la branche maternelle de la famille de Saddam Hussein, les Tulfâh, et la branche paternelle, les al-Majîd, pourrait avoir de graves conséquences. Malgré les limogeages et les disparitions (Hardân Takrîtî, Hammâd Chihâb Takrîtî, Ahmad Hasan al-Bakr, Bârzân Takrîtî et 'Adnân Khayrallâh), il reste encore un nombre important de membres du clan dans les plus hautes instances du pouvoir.
- 70 Parmi ceux-ci, Hussein Kâmel Hasan al-Majîd, beau-fils de Saddam Hussein, ministre de l'Industrie et de l'Armement, est crédité d'ambitions importantes au sein du régime. 'Alî Hasan al-Majîd, cousin de Saddam, avait succédé à Bârzân Takrîtî à la tête des services de sécurité avant de devenir ministre du « pouvoir autonome du Kurdistan ». C'est lui qui inaugura la politique de la terre brûlée et de déportations massives au Kurdistan visant à créer des zones vides de toute population le long des frontières turques et iraniennes. Le 16 septembre 1990, il fut nommé « gouverneur de la province irakienne de Koweït ». Deux demi-frères de Saddam Hussein sont à la sécurité intérieure et extérieure, tandis qu'un autre Takrîtî, Fâdel al-Barrâk Takrîtî, est conseiller du président pour les affaires de renseignements. Aux Takrîtîs, il faut ajouter ceux qu'on peut qualifier de compagnons de Saddam Hussein et qui lui sont totalement dévoués : Târeq 'Azîz aux Affaires étrangères, Latîf Nasayf Jâsim à la Culture, Sa'adûn Hammâdî, le vice-premier ministre, Taha Yâsîn Ramadan, le premier vice-premier

ministre, et 'Izzat Ibrâhîm, le vice-président du CCR. C'est à ceux-ci qu'il est laissé le soin d'occuper le devant de la scène politique, plutôt qu'aux Takrîtîs auxquels il a été demandé, par une illusoire mesure de discrétion, d'abandonner un patronyme trop voyant. Les six membres du CCR, outre Saddam Hussein, sont donc aujourd'hui des compagnons de ce dernier.

- 71 Le président irakien a encouragé quelques mesures limitées d'institutionnalisation politique. Il s'agissait, non pas de démocratiser, mais de légitimer son propre pouvoir. Une proclamation constitutionnelle avait été adoptée en 1968. La Constitution actuelle a été promulguée en juillet 1970 par le CCR. Elle est provisoire et a été amendée en 1974 et 1977.
- 72 A partir de 1977, inquiet de la renaissance du mouvement religieux chiite, le Baas s'est efforcé d'attirer certains chiites de son côté. La constitution d'une Assemblée nationale visait à fournir aux chiites un cadre destiné à relayer certaines de leurs demandes. En juin 1980, l'Irak connut ses premières élections nationales depuis la révolution de 1958. Une première Assemblée nationale fut élue pour quatre ans. Elle comprenait 40% de chiites et son porte-parole, Nalm Haddâd, était chiite. Cette fonction sera ensuite réservée à des chiites : Sa'adûn Hammâdî et, aujourd'hui, Sa'adî Mahdî Sâlih. La seconde assemblée fut élue en octobre 1984, mais il était clair que son autonomie était plus que réduite et qu'elle serait un instrument supplémentaire de mobilisation en faveur du régime.
- 73 Le jeu entre militaires civils, chiites et Kurdes, mené par le régime actuel, n'a pas atténué la répression ni la politique du vide autour de Saddam Hussein. Le culte de la personnalité qui lui est rendu et les services secrets ont accrédité l'idée qu'il est le seul rempart et défenseur possible de l'État-nation né en 1920, à l'instar de Faysal dont il revendique aujourd'hui l'héritage. La guerre a concentré tout le pouvoir entre ses mains et renforcé la conviction qu'il n'existait aucune alternative à son pouvoir sans mettre en péril l'existence même de cet État. Dans un rituel qui tient de la tradition bédouine et de l'imaginaire fasciste du culte du chef, tous les membres de l'Assemblée nationale ont, en 1982, signé un acte d'allégeance (bay'a) envers Saddam Hussein avec leur propre sang. L'identification de l'État-nation à une seule personne ne fait toutefois que fragiliser encore davantage celui-ci, en ce qu'elle révèle sa faible légitimité.
- 74 Toutefois, le régime a eu à sa disposition une arme politique formidable. L'utilisation de la rente pétrolière a eu l'effet d'un véritable miracle économique. Peu de régimes peuvent se flatter d'avoir eu à leur disposition de tels moyens. La production pétrolière s'est accrue de façon spectaculaire entre 1972 et 1975, au moment où se produisait la nationalisation de l'Iraq Petroleum Company. 1973 fut l'année charnière qui vit s'envoler les revenus pétroliers. En 1980, les revenus pétroliers de l'Irak étaient clâ 21.3 milliards de dollars, soit plus de cent fois ceux de 1968. Et les réserves de l'Irak sont estimées à 7.26 milliards de tonnes.
- 75 La distribution de la rente pétrolière s'est révélée être une arme efficace entre les mains du régime. De nombreux projets de développement industriel ont vu le jour dans des régions chiites traditionnellement laissées pour compte. Les bénéfices du boom pétrolier se sont étendus aux circonscriptions les plus reculées du pays qui s'est transformé rapidement, non sans d'évidents calculs politiques quant à la définition et à la focalisation des priorités. De plus, de nombreux projets sont présentés comme des « cadeaux personnels » du président, qu'il distribue généreusement lors de ses déplacements en province. Cette politique ambitieuse de développement, qui ne sera

pas interrompue durant les huit années de guerre, coûte cher, mais c'est à ce prix qu'une paix intérieure relative peut être achetée. A ces dépenses s'ajoutent celles, faramineuses, de l'armement.

- 76 Le régime a vécu nettement au-dessus de ses moyens. La dette extérieure est passée de 2,5 milliards de dollars en 1980 à 65 milliards de dollars en 1985 et à 80 milliards de dollars en 1987, ce qui ressemble à une véritable fuite en avant. Tribut payé à l'armée et à la population, le montant de la dette est, pourrait-on dire, inversement proportionnel à la légitimité du pouvoir. Ici, la rente pétrolière n'a pas favorisé la démocratie.

Une ouverture limitée et éphémère

- 77 Deux années après la fin de la guerre, où en est le mouvement de libéralisation amorcé par le pouvoir ? La fin de la guerre contre l'Iran a paru sonner l'heure d'une certaine ouverture du régime. Sans doute fallait-il donner aux Irakiens l'impression que la guerre avait, après tout, servi à quelque chose. Le nouveau discours en faveur de réformes libérales allait aussi dans le sens du renforcement du pouvoir, toujours en quête de légitimité, même si la politique du vide qu'il pratiquait pouvait le rassurer sur d'éventuelles menaces intérieures. Le discours officiel se mit à chanter les mérites du pluralisme, du droit d'expression et même du multipartisme. Une nouvelle Constitution fut promise pour 1990, qui garantirait la liberté de la presse et le droit à l'expression des citoyens. Concrètement, différentes mesures furent prises. Le 17 janvier 1990, une ordonnance du chef de l'État autorisait les voyages à l'étranger sans limitation de nombre, avec la possibilité de sortir 700 dollars par an et par personne. L'annonce suscita une explosion de joie comme Bagdad n'en avait pas connue depuis longtemps dans cet État-nation bel et bien devenu un État-prison. Le 10 mars 1990, une amnistie générale était proclamée, incluant pour la première fois Mas'ûd Bârzânî et Jalâl Tâlabânî. Mais c'est surtout dans le domaine de l'économie que le discours faisant l'éloge du marché, expression d'un mouvement déjà ancien, fut suivi des changements les plus radicaux.

- 78 Dans les années 1970, ce sont les possibilités offertes par une rente pétrolière en pleine croissance qui avaient inspiré au pouvoir baassiste une politique de libéralisation économique. Dès 1980, les références au socialisme avaient pratiquement disparu des discours baassistes. « Le socialisme ne signifie pas l'égale répartition des richesses entre les pauvres démunis et les riches qui les exploitent, cela serait une formule trop rigide. Le socialisme est un moyen d'élever et d'améliorer la productivité », déclarait alors Saddam devant un parterre ravi de cette nouvelle définition. Une telle politique inaugurerait une ère d'achats d'entreprises clefs-en-main à des fournisseurs occidentaux, aux termes d'énormes contrats-avec des firmes privées étrangères.

- 79 Durant la guerre, l'État baassiste fit également appel au secteur privé national par des incitations aux investissements dans tous les secteurs de l'économie, à l'exception de l'extraction pétrolière. Mais surtout, le régime choisit de mettre en œuvre un vaste programme de privatisation d'entreprises publiques dans presque tous les secteurs de l'économie. Fin 1988, cette politique fut confirmée par Saddam Hussein qui exempta d'impôts, pour dix ans, les investissements industriels, appelant à faire jouer la concurrence.

- 80 Le mouvement, enclenché depuis 1985, prit de l'ampleur en 1987 avec la cession de 47 entreprises nationalisées au secteur privé. En 1988, le pouvoir supprimait progressivement le contrôle des prix sur les produits du secteur privé. La privatisation s'accéléra en 1988 avec la promesse que les banques et la finance seraient le prochain

secteur privatisé. En décembre 1988, 70 entreprises de petite taille furent mises en vente dans les secteurs de l'alimentation, du textile et du bâtiment. En 1989, le CCR autorisait les compagnies étrangères à s'installer en Irak et à signer des contrats avec des agents locaux sans passer par le gouvernement, ce qui provoqua un bond des importations en provenance des États-Unis. Ceux-ci devinrent le premier partenaire commercial de l'Irak. Cependant, il n'y avait pas un désengagement total de l'État. Les prix agricoles allaient être de nouveau fixés après un moment de flottement.

- 81 Cette libéralisation économique accompagnée, après la guerre, d'un discours faisant l'éloge du pluralisme, signifiait-elle que le pouvoir était décidé à laisser une marge de manœuvre suffisante à certains acteurs sociaux et même politiques ? En fait, la libéralisation visait d'abord à renforcer le régime, sur le plan politique comme sur celui de l'économie, les forces susceptibles de participer à un processus d'ouverture ayant au préalable été mises hors d'état d'agir. Sur le plan politique, le pouvoir précisa que l'ouverture ne s'adressait pas à ceux qui avaient « trahi l'État » : communistes, Kurdes, islamistes chiïtes et nationalistes anti-baassistes en étaient évidemment exclus. De source officielle, on évoqua une « réactivation » du PND ou même de l'Istiqlâl ainsi que la participation de « forces patriotiques nouvelles ». Sorti consolidé grâce à la guerre, le régime devait se préparer à affronter la paix. On ne connaîtra toutefois jamais le visage de ce qui était présenté comme une « perestroïka » baassiste, l'invasion du Koweït ayant mis un point final à toute perspective de libéralisation. Nouvelle Constitution, pluralisme, respect du droit d'expression, tout a disparu brutalement des discours avec l'entrée des chars dans le riche émirat du sud, tandis que les anciennes restrictions datant de la guerre refaisaient surface. Les Irakiens n'auront eu que six mois pour goûter aux délices des voyages à l'étranger.
- 82 Sur le plan économique, les uniques bénéficiaires de l'infitâh irakien ont été les milieux directement liés au pouvoir. Le boom de la construction a d'abord servi à l'enrichissement d'entrepreneurs baassistes. Les intermédiaires avec les compagnies étrangères sont également tous liés au pouvoir. Khayrallâh Tulfâh, à la fois oncle et père adoptif de Saddam Hussein, surnommé « Monsieur Cinq-pour-Cent », profita, comme tous les membres du clan Takrîtî, de la situation pour faire de juteuses affaires et amasser une fortune considérable. Il semble que Saddam Hussein lui-même demeura à l'écart de ce mouvement, préférant encourager la corruption parmi ses proches pour mieux les mettre à sa merci. Les premières victimes de l'Infitâh ont été les petites entreprises, dont le nombre a enregistré une chute sensible dans les années 1980, privant la classe des petits commerçants de tout moyen de réaction face aux baassistes milliardaires.
- 83 Quant au mouvement ouvrier, il n'avait plus, depuis bien avant la guerre, les moyens de résister. A la fin des années 70, les institutions ouvrières avaient été entièrement noyautées par le Baas. Les syndicats, qui avaient été l'enjeu, au lendemain de la révolution de 1958, de la concurrence entre communistes et nationalistes, avaient été démantelés et subordonnés aux appareils locaux du parti au pouvoir. D'une façon générale, les organisations professionnelles perdirent toute autonomie et furent marginalisées.
- 84 En 1987, les syndicats affiliés à l'État furent dissous sous prétexte que leurs membres devaient être considérés comme des fonctionnaires, tandis que, dans un mouvement de promotion du secteur privé, le feu vert était donné à la constitution de sections syndicales dans les entreprises privées.

- 85 Aujourd'hui, l'Irak a virtuellement démantelé son secteur public en privatisant les grandes entreprises agricoles, commerciales et d'industrie légère et en sollicitant de nombreux investissements étrangers. Preuve que la libéralisation économique peut très bien ne pas se conjuguer avec la démocratie.

L'opposition : tableau de recomposition du champ politique

- 86 Face à un tel manque de perspectives démocratiques, quelle alternative peut présenter l'opposition ? Celle-ci est d'abord à l'image du pays, c'est-à-dire qu'on y trouve difficilement un consensus véritable autour d'une idée nationale. Réduite à l'action clandestine, elle préconise, toutes tendances confondues, la lutte armée pour renverser le régime.

Le mouvement communiste

- 87 Le PCI est, de toutes les forces politiques, le seul qui peut se prévaloir d'avoir été un véritable parti de masse. Aucun autre courant n'a probablement marqué l'ensemble du pays d'une façon aussi forte, avec la particularité de transcender les clivages communautaires. Dans ses heures de gloire, dans les années 40 et 50, il a dû son succès à la façon dont il a su lier la question nationale et la question des réformes sociales. Le PC fut alors le plus puissant parti communiste de la région. Le coup d'État de 1963, avec ses massacres anti-communistes, porta un coup d'arrêt à une ascension jusque là irrésistible. Puis vint le temps des crises internes et des scissions. Comme de nombreuses forces politiques en Irak, le PCI s'est scindé en deux à la suite de la défaite de juin 1967. Le 17 septembre 1967, une aile minoritaire hostile à un alignement sur la politique soviétique, tendance alors dirigée par un Kurde Fayli de Bagdad, 'Azîz al-Hâjj, se séparait de l'aile majoritaire pro-soviétique, conduite par 'Azîz Muhammad, un Kurde sunnite de Sulaymâniyya. Le PCI-Commandement général, c'était le nom adopté par les anti-soviétiques, emmena avec lui les militants du Moyen-Euphrate, ceux de Madînat al-Thawra, tous chiïtes, ainsi que de nombreux militants ouvriers de Bagdad. Rejetant toute voie réformiste, il dénonça la politique d'alliance avec le Baas ou avec toute autre force nationaliste, ces fameux fronts nationaux que Moscou ne cessait de prêcher à ses partisans du Tiers-Monde et qui, il faut le reconnaître, n'avaient abouti qu'à des massacres successifs de militants communistes. A une telle politique, il opposait la lutte armée jusqu'à la chute du régime. Sans attendre, le PCI-Commandement général organisa une révolte armée de paysans dans la région de Nâsiriyya. De juin à août 1968, l'insurrection tenta de s'étendre mais, insuffisamment préparée, elle fut finalement écrasée dans le sang par les forces militaires baassistes. En janvier 1969, il organisait des commandos armés anti-baassistes dans Bagdad même. 'Azîz al-Hâjj fut arrêté et emprisonné à « Qasr al-Nihâya ». Soumis à la torture, il annonça ensuite à la télévision son ralliement au Baas, demandant à ses partisans de déposer les armes. La défection de son secrétaire général porta un coup terrible au PCI-Commandement général. Celui-ci tenta néanmoins de se reprendre un an plus tard sous la direction d'un chiïte du Moyen-Euphrate, Ibrâhîm 'Allâwî.

- 88 Le PCI orthodoxe, qui s'intitula désormais PCI-Comité central, s'était pour sa part laissé tenter une nouvelle fois par une alliance avec les forces nationalistes. Toujours partisan d'un front gouvernemental des forces progressistes dans le cadre d'un système démocratique parlementaire, malgré l'amertume des expériences passées, il avait répondu aux avances du Baas, qui avaient abouti à son association au sein du Front national progressiste. Toutefois, le PCI-Comité central continuait à prendre la défense des revendications du mouvement kurde, et notamment du PDK de Bârzânî,

condamnant les tentatives du pouvoir d'utiliser le groupe dissident de Jalâl Tâlabânî. Le soutien au PDK, quoique davantage critique, sera également le choix de l'aile minoritaire du PCI. La nouvelle tentative d'alliance avec le Baas devait se terminer dans le sang. Dès que le pouvoir eut les mains libres après l'effondrement du mouvement kurde, il se retourna contre les communistes. En 1978, ils furent plus de 3 000 communistes à devoir fuir l'Irak. L'année suivante, Tarîq al-Cha'b était interdit et le PCI retournait à la clandestinité.

- 89 De tous les partis irakiens, le PCI fut le seul à dénoncer formellement « l'agression irakienne contre l'Iran révolutionnaire ». Même lorsque la guerre sera portée sur le territoire irakien, le PCI appellera l'Iran à « une paix juste » tout en insistant sur le fait que cela ne « dédouane pas le régime irakien du crime d'avoir entamé la guerre ». En 1981, le PCI-Comité central avait à son tour adopté la lutte armée comme moyen de renverser le régime. La répression fit qu'en 1984, la plupart des communistes avaient dû se réfugier soit à l'étranger soit dans les zones du Kurdistan tenues par les insurgés.
- 90 En novembre 1985, c'est au Kurdistan que le PCI tint clandestinement son 4e congrès. A cette occasion, il réexamina sa politique des années 70, celle des fronts nationaux, et notamment la politique d'alliance avec le Baas. Si ce dernier parti était définitivement rejeté comme une « force anti-démocratique », le PCI-Comité central demeurerait néanmoins toujours partisan d'une « coalition des forces démocratiques et progressistes ». Depuis 1981, le PCI s'était d'ailleurs allié au PDK au sein du Front démocratique patriotique, rejoint ensuite par d'autres mouvements kurdes et nationalistes arabes. En février 1987, suite à la réconciliation intervenue entre Bârzanî et Jalâl Tâlabânî, le PCI se réconciliait à son tour avec l'Union patriotique du Kurdistan et appelait à un large front de toutes les forces démocratiques en Irak. Cet appel devint réalité au Kurdistan. Le Front unifié du Kurdistan, créé en 1987 et regroupant tous les mouvements kurdes, fut rejoint par le PCI. La fin de la guerre, qui a correspondu à la reconquête du Kurdistan par l'armée, a mis fin à la dernière possibilité, pour les militants communistes, d'opérer de l'intérieur même du pays. Nombreux furent ceux qui ont alors rejoint la longue cohorte des exilés en Europe.
- 91 D'autre part, il faut rappeler que le PCI a été affecté par le mouvement de baisse générale d'influence de la gauche arabe, qui a correspondu à la montée du mouvement religieux. Certes, la proportion d'anciens communistes parmi les militants islamistes chiïtes est moindre en Irak que, par exemple, au Liban, le mouvement religieux ayant été brisé avant de pouvoir se développer. Le PCI a néanmoins connu une hémorragie significative de ses membres: Parmi les facteurs de cette baisse d'influence, il faut citer le fait que le PCI a aussi souffert de l'arrivée massive de ruraux non politisés dans les villes, ainsi que de celle d'immigrés non irakiens et des femmes sur le marché du travail irakien. Cette nouvelle classe ouvrière, plus vulnérable, n'a pas permis au mouvement communiste de retrouver son implantation des années 40 et 50. A cela, il faut ajouter que l'emprise progressive du pouvoir baassiste sur les syndicats a fini par complètement marginaliser ceux-ci. La baisse d'influence du PCI a aussi correspondu à celle du mouvement ouvrier irakien. Enfin, l'évolution de la situation internationale a porté un coup très dur au PCI. Avec le nouveau cours de la politique soviétique, les communistes irakiens ont perdu leur point de référence idéologique. La « perestroïka », qui a consacré une apparente victoire de l'impérialisme et le retrait soviétique de la région, n'a pas enthousiasmé les militants. Nombreux sont ceux qui se sentent

aujourd'hui davantage brejnéviens que concernés par les problèmes de la restructuration de l'empire soviétique.

- 92 La crise intense du mouvement communiste a correspondu à la montée, en son sein, des attitudes identitaires : Arabes et Kurdes se définissent maintenant comme tels autant que comme Irakiens. La possibilité de voir émerger un PCI arabe et un PCI kurde, ajouté au fait que beaucoup de militants sont aujourd'hui démoralisés, diminuent d'autant l'impact d'un mouvement qui était il n'y a pas si longtemps le plus puissant d'Irak. Signe des temps, le PCI, qui avait soutenu Qâsem en 1961 dans son entreprise au Koweït, appelant à ne pas reconnaître l'indépendance de l'émirat et dénonçant le débarquement des troupes britanniques à Koweït comme « une intervention colonialiste », condamne aujourd'hui d'une même voix l'annexion du Koweït par l'Irak et le déploiement des forces américaines dans le Golfe.

Le mouvement kurde

- 93 Ce mouvement a beaucoup souffert de l'arrêt des hostilités entre l'Irak et l'Iran. Libérée du front iranien, l'armée irakienne s'est lancée dès 1988 à la reconquête du pays kurde, ne reculant devant aucun moyen. Les scènes de populations gazées à Halabja sont demeurées comme un témoignage de la barbarie d'un État totalitaire. Toutefois, malgré de graves revers et la disparition des zones tenues par les peshmerga, il n'y a pas eu d'effondrement du mouvement comparable à ce qui se produisit en 1975. D'une part, la dépendance à l'égard de Téhéran n'était pas totale, comme à l'époque du chah, et de l'autre, la République islamique n'a pas trahi ses alliés irakiens malgré son désengagement militaire.
- 94 Parler du mouvement kurde aujourd'hui, c'est d'abord évoquer deux organisations : le Parti démocratique du Kurdistan, dirigé par les héritiers de Bârzânî, et l'Union patriotique du Kurdistan, conduite par Jalâl Tâlabânî. Les causes de la division se veulent politiques. L'UPK de Jalâl Tâlabânî s'est toujours réclamée de la gauche, marxiste ou non, et du socialisme, tentant d'occuper au Kurdistan la place du PCI, d'où la longue histoire d'hostilité entre les deux formations. Face à un PDK « nationaliste et bourgeois » accusé d'avoir reproduit en son sein les structures les plus rétrogrades de la société kurde, l'UPK entendait revendiquer l'exclusivité d'un progressisme kurde. En fait, c'est surtout la personnalité de Mustafa Bârzânî qui fut le facteur déterminant de la division. Son charisme et sa façon tyrannique de diriger le mouvement kurde pouvaient difficilement être acceptés de tous, dans un pays de surcroît habitué aux querelles tribales.
- 95 Le Parti démocratique du Kurdistan-Commandement provisoire, dirigé par Mas'ûd Bârzânî se veut l'héritier du PDK de Mustafa Bârzânî. A la mort de ce dernier, les deux frères, Idrîs et Mas'ûd, se déclarèrent résolus à poursuivre la lutte de leur père. Ils se promettaient, toutefois, de ne pas faire les mêmes erreurs : une attitude despotique à l'égard du PDK, une dépendance totale à l'égard de l'Iran pour les opérations militaires, le désir de parvenir à un accord avec le pouvoir de Bagdad. Idrîs Bârzânî ayant été tué au combat contre l'armée irakienne, il revint à Mas'ûd Bârzânî de reconstruire le PDK.
- 96 Il faut, en effet, revenir sur les conséquences tragiques de l'accord d'Alger signé en 1975 entre Bagdad et le chah d'Iran. Le mouvement kurde, soudainement privé de tout approvisionnement en armes, fut contraint de reculer face aux assauts d'une armée irakienne qui voulait laver l'humiliation de son expulsion, durant plus de dix années, de larges zones du pays kurde. Il n'y eut donc pas de mansuétude à attendre. Plus de 275 000 Kurdes durent se réfugier en Iran pour fuir l'avance des soldats de Bagdad. De 1975

à 1978, 350 000 Kurdes furent déportés de la zone frontalière et 700 villages brûlés. Le traumatisme alors créé a laissé des traces profondes dans les mémoires kurdes. Désormais, les dirigeants kurdes manifesteront une méfiance accrue envers l'Occident, accusé d'avoir trahi une nouvelle fois le peuple kurde, et se promettent de ne plus compter que sur leurs propres forces.

- 97 En 1979, le PDK retournait à une lutte armée effective. Dès le début de la guerre entre l'Irak et l'Iran, malgré l'expérience du passé, il retrouvait son ancienne alliance iranienne, se persuadant de l'idée qu'après tout, la République islamique n'était pas le chah. La coopération entre l'Iran et le PDK ira grandissant, au point qu'à partir de 1983, le PDK agira en coordination complète avec les forces de la République islamique. C'est ainsi qu'en juillet 1983, les forces barzanistes prirent Hâjj 'Umrân avec l'appui des Iraniens. En 1986, les peshmerga remportèrent de nombreux succès militaires, de telle sorte qu'ils contrôlaient toute la zone longeant la frontière avec la Turquie. Alarmée par la collaboration qui s'ébauchait entre le PDK et les insurgés kurdes de Turquie, ainsi que par les menaces qui pesaient sur le pipeline exportant le pétrole de Kirkouk vers la Méditerranée à travers le territoire turc, l'armée turque pénétrait au Kurdistan irakien pour des opérations de ratissage anti-kurdes. L'Irak, incapable de maintenir la pression au nord, comptera de plus en plus sur Ankara pour contrer l'insurrection.
- 98 En 1988, le PDK se retrouvait aux côtés de toutes les autres forces kurdes, y compris l'UPK, l'organisation kurde rivale, au sein du Front unifié du Kurdistan irakien. Le PCI, allié de toujours du PDK, en fera également partie. A la suite du cessez-le-feu, le PDK paya particulièrement cher la reconquête du Kurdistan par l'armée irakienne. Avec l'exil en Turquie de dizaines de milliers de Bârzânîs, fuyant la menace des gaz toxiques déjà utilisés à Halabja, il perdait l'une de ses principales bases sociales à l'intérieur du pays. Depuis, il s'est réorganisé à partir de l'Iran où il a maintenu des camps d'entraînement à proximité de la frontière. Le PDK affirme lutter pour l'établissement en Irak d'un régime démocratique, acceptant le droit des Kurdes à l'autodétermination. Il est favorable à une autonomie du Kurdistan dans le cadre d'un État irakien démocratique, autonomie évidemment bien différente de celle envisagée par Bagdad qui n'est, aux yeux du PDK, qu'un simulacre. Outre l'étendue des pouvoirs dévolus à la région autonome et des garanties démocratiques, la question des zones pétrolières de Kirkouk, Mossoul et Khânaqîn, considérées comme parties intégrantes du Kurdistan, avaient été les principaux points de rupture entre les Kurdes et le Baas.
- 99 L'autre mouvement kurde, l'Union patriotique du Kurdistan, est issu de la scission, en 1970, d'une minorité du PDK composée d'éléments kurdes hostiles à Bârzânî. Cette minorité fut alors soutenue par le Baas. En 1975, elle devint l'UPK, elle-même divisée en trois courants, marxiste, socialiste et libéral. A la suite de l'effondrement du PDK en 1975, l'UPK prétendit au leadership du mouvement kurde. Après plusieurs années d'exil en Syrie, Jalâl Tâlabânî, dont l'attitude avait toujours oscillé entre l'opposition et la collaboration avec Bagdad, en prit la direction. Au contraire du PDK, l'UPK se refusait à toute alliance avec l'Iran, dont la politique religieuse heurtait ses options déclarées laïques et progressistes. Pour cette raison, dans les négociations qui s'ébauchaient entre les différents mouvements d'opposition, l'UPK fut soutenue par les partis nationalistes arabes contre le PDK. Celui-ci trouvait à ses côtés son allié de toujours, le PC). En 1982, des négociations s'engagèrent entre Tâlabânî et le Baas, trop heureux de pouvoir diviser le mouvement kurde. Les bonnes relations de Tâlabânî et du PDK d'Iran de Qâsemiou avaient aidé au rapprochement avec le pouvoir irakien. En novembre

1983, Tâlabânî acceptait une trêve afin de négocier le projet d'autonomie du Kurdistan avec Bagdad. Entre-temps, l'UPK n'hésitait pas à attaquer au Kurdistan une base du PC, l'allié du PDK. Les négociations avec le Baas durèrent une partie de l'année 1984, jusqu'à ce qu'on apprenne la rupture entre les deux parties. Convaincu du manque de sincérité du pouvoir, l'UPK retournait à la lutte armée. Dès lors, la voie était ouverte pour un rapprochement avec le PDK, favorisé par l'Iran.

100 En décembre 1986, la réconciliation entre les deux mouvements kurdes irakiens fut scellée lors d'une conférence à Téhéran. Les peshmerga de l'UPK se manifestèrent aussitôt par des attaques contre les installations pétrolières de Kirkouk. Sous la pression des événements et suivant l'exemple du PDK, l'UPK finit par accepter ce qu'il avait toujours refusé : coordonner ses actions militaires avec celles de l'armée iranienne. En février 1987, UPK et PCI décidèrent de mettre un terme à leur longue brouille, pour se retrouver, un an plus tard, aux côtés du PDK dans un Front kurde unifié. Ce fut une offensive combinée de l'UPK et des forces iraniennes, en février 1987, qui permit la prise de Halabja. Le 16 mars 1988, le bombardement à l'arme chimique de la ville mettait un terme tragique à l'action militaire de l'UPK dans la région, tandis que Jalâl Tâlabânî trouvait refuge à Damas.

101 C'est depuis Damas que Jalâl Tâlabânî travaille actuellement à la constitution d'un front uni de toute l'opposition irakienne, arabe, kurde, laïque et religieuse. Partisan, comme le PDK, du droit du peuple kurde à l'autodétermination, l'UPK lie celle-ci à la nécessité de profondes réformes sociales, au nom d'un socialisme qu'elle a quelque peu laissé de côté dans son discours le plus récent. Depuis qu'elle existe, l'UPK a évolué entre des positions extrêmes, allant de l'acceptation d'un statut d'autonomie du Kurdistan dans le cadre de l'Irak au souhait, dernièrement exprimé par Tâlabânî, d'un démembrement général de l'Irak et de l'indépendance du Kurdistan.

102 Il semble que l'unité retrouvée du mouvement kurde, consacrée, depuis 1986, par la réconciliation entre le PDK et l'UPK, ne soit pas menacée, les deux grands mouvements ayant tiré des leçons similaires du passé récent. La coopération des deux mouvements a surmonté l'épreuve constituée par la fin de l'engagement, militaire iranien et le retour de l'armée irakienne au Kurdistan. La tendance à l'unité s'est de nouveau illustrée avec la constitution du Front unifié du Kurdistan, peu à peu rejoint par la plupart des autres organisations kurdes. Ainsi, le Parti socialiste du Kurdistan et l'Association des marxistes-léninistes du Kurdistan, proches de l'UPK, ont rejoint le Front unifié du Kurdistan irakien en mai 1988. Ce fut le cas également du Parti socialiste kurde et du Parti démocratique du Peuple du Kurdistan. Seul, le Parti révolutionnaire kurde, ancien PDK rallié au Baas, fondé en février 1974 par 'Ubaydullâh Bârzanî, l'un des fils de Bârzanî, et par d'anciens membres du PDK, se trouve aujourd'hui au sein du Front national progressiste aux côtés du Baas. C'est avec lui que le pouvoir met en application la loi d'autonomie du Kurdistan de mars 1974. C'est autour du PDK et de l'UPK, qui constituent la force militaire la plus importante de l'opposition irakienne, que tente de se constituer aujourd'hui un front de toutes les tendances de l'opposition.

Le mouvement islamiste chiite

103 La résurgence du mouvement religieux en Irak date de la fin des années 50. Après un long silence de près de quarante années, hujjatulislâms et ayatollahs décidaient à nouveau de paner politique. Depuis la défaite du mouvement islamique face à l'armée britannique, en 1914 puis en 1920, et l'exil des grands mujtahid en 1923, la fin de la traversée du désert prenait valeur de symbole. Avec le mouvement kurde, c'était donc

les principaux protagonistes du combat contre l'État-nation qui étaient de retour dans l'arène politique. Tels des fantômes du passé, ces nouveaux ulémas chiïtes se mirent à revendiquer haut et fort l'héritage de leurs ancêtres, de ceux qui avaient mis en cause la légitimité de l'État-nation dès ses origines. Une fois le mouvement religieux vaincu, l'histoire avait été écrite par les autres : membres de l'administration coloniale britannique, nationalistes ou marxistes, tous partisans de l'État-nation. Le défi était d'autant plus grand qu'en mettant en avant son propre héritage historique, le mouvement religieux renaissant exhumaient une part fondamentale de l'histoire de l'Irak, que tous les régimes successifs, hachémite ou nationalistes, avaient occulté, aidés en cela par des historiens au service du nouvel État

- 104 Cependant, le retour des ulémas chiïtes sur la scène politique se faisait dans des conditions radicalement différentes de celles qui avaient prévalu au début du siècle. En premier lieu, la société tribale des campagnes chiïtes, qui avait alors été la base sociale des grands ayatollahs, s'était considérablement affaiblie, saignée par un exode rural intense. En conséquence, il était normal que les revendications des ulémas, tout au moins pour une partie d'entre eux, aient évolué. Assumer directement le pouvoir, tel était le mot d'ordre d'un clergé chiïte militant devenu islamiste. L'islamisme était aussi l'aboutissement d'un long processus au sein du chiïsme duodécimain qui, depuis plusieurs siècles, avait conféré aux ulémas chiïtes toujours davantage de pouvoir.
- 105 C'est le défi communiste en milieu chiïte qui incita les ulémas à sortir de leur mutisme, à la fin des années 50. L'influence du PCI en milieu chiïte était alors devenue telle que les propres enfants des ulémas n'étaient plus à l'abri du marxisme-léninisme. Cette réaction, partie des villes saintes, consista d'abord en un mouvement de réislamisation de la société. L'ayatollah Muhsin al-Hakîm, le plus grand mujtahid de l'époque, en fut l'initiateur, aidé par une pépinière de jeunes ulémas, dont Muhammad Bâqer al-Sadr.
- 106 Dès l'arrivée au pouvoir de l'équipe Saddam / al-Bâkr en 1968, le déclin du PCI fit que le Baas apparut désormais comme l'ennemi principal de l'islam tel que le concevait cette nouvelle génération d'ulémas. Les relations avec les religieux se dégradèrent rapidement. En signe de protestation contre le mauvais traitement réservé aux ulémas par le régime, l'ayatollah Muhsin al-Hakîm quitta Najaf pour Bagdad. L'arrestation de sayyid Mahdî al-Hakîm, le fils du marj'a', fit encore monter un peu plus la tension.
- 107 En 1970, le décès de l'ayatollah Muhsin al-Hakîm fut l'occasion d'une démonstration de force du mouvement religieux : plus d'un million de fidèles reprirent alors des mots d'ordres religieux hostiles au Baas. Dès lors, l'engrenage de l'affrontement avec le Baas allait se précipiter. En 1972, à la suite de manifestations, l'ayatollah Muhammad Bâqer al-Sadr fut arrêté pour la première fois, mais rapidement relâché après des émeutes à Madînat al-Thawra, le plus grand quartier chiïte de Bagdad. En 1974, les processions de 'Achûra furent l'occasion de violentes manifestations. De nombreux religieux furent arrêtés. Cinq membres du Parti Da'wa furent exécutés, dont le *hujjatulislâm* 'Aref al-Basrî, le représentant personnel de l'ayatollah Muhammad Bâqer al-Sadr. En février 1977, dans une atmosphère explosive aggravée par la baisse des eaux de l'Euphrate du fait de travaux d'aménagement en amont syrien, ce fut une véritable insurrection qui éclata à Karbalâ' : nouvelles arrestations, huit religieux chiïtes exécutés. En 1979, Bagdad expulsait vers l'Iran l'ayatollah Chîrâzî, proche du Parti Da'wa ainsi que chaykh Ghulâm Rida Ridwânî. La même année, l'ayatollah Muhammad Bâqer al-Sadr annonçait publiquement qu'il faisait sienne la théorie du *wilâyat al-faqîh* énoncée par Khomeiny. En 1980, 16 000 personnes d'origine iranienne, dont de nombreux religieux, furent

expulsées du pays. Le 9 avril 1980, l'ayatollah Muhammad Bâqer al-Sadr et sa soeur, Bint al-Hudâ, furent exécutés. Pour la première fois dans l'histoire du pays, le pouvoir avait pris le risque d'éliminer physiquement un *mujtahid*, personnage sacré aux yeux des chiïtes. Selon le Parti Da'wa, de 1974 à 1980, 500 religieux seront exécutés. En 1983, ce fut la famille du défunt ayatollah al-Hakîm qui se trouva être victime de la répression : 100 membres du clan furent arrêtés, et 7 d'entre eux exécutés. La même année, plus de 300 chiïtes furent exécutés, accusés de sympathies pour le mouvement religieux. En 1985, 10 autres membres de la famille al-Hakîm furent à leur tour mis à mort. Cette répression contre les ulémas chiïtes s'était accompagnée de la déportation de dizaines de milliers de chiïtes, par vagues successives, au printemps et en été 1980 et jusqu'en 1983, sous le prétexte qu'ils n'étaient pas de vrais Irakiens. Au total, plus de 200 000 Irakiens furent exilés vers l'Iran. La guerre avec l'Iran avait paru prolonger une impitoyable guerre intérieure à l'Irak. Enjeu de la guerre, mais pris dans l'affrontement entre les deux États, le mouvement religieux n'eut plus d'autre alternative que d'attendre une hypothétique victoire de la République islamique. Le cessez-le-feu trouva un mouvement religieux décimé par les campagnes de répression successives et un clergé chiïte réduit dans le pays même, à sa plus simple expression.

- 108 Certes, l'ensemble du clergé chiïte en Irak n'avait pas repris à son compte la théorie du *wilâyat al-faqîh*, mais la répression s'abattit sur l'ensemble de la hiérarchie religieuse, les rares ulémas à y échapper, étant ceux qui, à l'instar de l'ayatollah Khoï, s'étaient murés dans un mutisme total.
- 109 Ce sont les chiïtes déracinés des grandes villes, nouveaux citoyens pour la plupart, qui furent la base du mouvement islamiste, plus que ceux des campagnes du sud, imprégnés de culture bédouine traditionnelle. Actuellement, le mouvement religieux se présente comme une constellation d'organisations, chacune patronnée de Téhéran par un religieux irakien exilé. Le plus important est certainement le Parti Da'wa. Probablement fondé en 1968 par l'ayatollah Muhsin al-Hakîm à Najaf, ce parti était favorable à une stratégie par étapes, privilégiant une réislamisation de la société avant de passer à l'action politique directe et à la lutte armée. Toutefois, il s'est par la suite manifesté par des actions armées contre le régime, notamment par des attentats contre les dirigeants baassistes. Ses dirigeants, Muhammad Mahdî al-Asafî, le porte-parole du parti, sayyid Kâzim al-Hâ'irî, 'Alî Muhammad al-Kûrânî, Hâmed Muhajir, Mahdî al-Khâlîsî, Mahdî 'Alî Akbar Charî'atî, Murtadâ al-'Askarî, sont tous religieux. Muhajir et Khâlîsî sont d'origine arabe irakienne, al-Kûrânî est d'origine libanaise, les autres d'origine iranienne. C'est le plus irakien des partis islamistes chiïtes. Le Parti Da'wa se défie en effet d'un leadership exclusivement iranien. Ainsi, certains de ses dirigeants, comme Murtadâ al-'Askarî, n'acceptent pas le *wilâyat al-faqîh* et ont soutenu Charî'at Madârî contre Khomeiny. En 1980, au contraire des autres organisations islamistes, le Parti Da'wa s'est déclaré favorable à une large coalition avec les partis de l'opposition laïque, choix énoncé dans un « Manifeste de compréhension mutuelle ». Ces différences d'appréciation expliquent qu'à la fin de 1982, le parti ait suspendu sa participation au Conseil supérieur de la révolution islamique en exil à Téhéran. De toutes les organisations islamistes chiïtes, le Parti Da'wa est le seul à affirmer qu'il respecterait le résultat issu d'élections libres en Irak, même si, comme c'est probable, celui-ci n'était pas conforme à ses vœux.
- 110 Les autres organisations ont toutes accepté le leadership de Khomeiny, et sont par conséquent toutes partisans du *wilâyat al-faqîh*. Parmi les plus importantes, il faut citer

l'Association des ulémas combattants, Jama'iyyat al-'ulamâ al-mujâhidin, fondée en 1981 par Muhammad Bâqer al-Hakîm, l'un des fils de l'ayatollah Muhsin al-Hakîm, aujourd'hui en exil à Téhéran. L'Organisation de l'action islamique, fondée en 1982 à Karbalâ' par sayyid Muhammad Taqî Mudarresî, neveu de l'ayatollah Muhammad Chîrâzî, est responsable de la tentative d'attentat contre Tareq 'Azîz à l'université de Mustansiriyya en 1980 et de nombreuses opérations au cœur même de Bagdad. Cette organisation ne reconnaît pas la nécessité d'une alliance avec les forces laïques d'opposition. Une autre organisation, le Mouvement des Mujâhidîn, apparue à Bagdad en 1979, est dirigée par sayyid 'Abd al-'Azîz al-Hakîm, le plus jeune des enfants survivants de Muhsin al-Hakîm. Le Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak, fondé le 17 novembre 1982 et dirigé par Muhammad Bâqer al-Hakîm, coiffe toute la mouvance islamiste chiite irakienne.

- 111 L'opposition religieuse est demeurée à l'écart des tentatives de regroupement engagée par les Kurdes, les communistes et les nationalistes arabes. La coexistence, au sein d'un même front, des oppositions religieuse et laïque n'a pas encore été résolue malgré les encouragements syriens et iraniens en ce sens. Toutefois, à la faveur des événements du Koweït, Muhammad Bâqer al-Hakîm et Muhammed Taqî al-Mudarresî ont tous deux lancé des appels à préparer la chute de Saddam Hussein, et œuvrent à la formation d'un large front avec les autres forces de l'opposition en exil.
- 112 Plusieurs questions se posent à cette mouvance islamiste chiite : le problème des rapports avec l'Iran ; le choix entre, d'une part, faire cavalier seul pour l'instauration d'un régime islamique régi par le wilâyat af-faqîh en Irak et, de l'autre, participer à une coalition patriotique avec les autres forces en vue de l'instauration d'un gouvernement démocratique de coalition. Le mouvement islamiste a été écrasé avant de pouvoir prendre pied militairement dans le pays. C'est la raison pour laquelle il en a été réduit au terrorisme, mettant tous ses espoirs dans une victoire militaire de la République islamique. En conséquence, il n'a pas la capacité militaire du Front démocratique patriotique ou du Front unifié du Kurdistan qui sont les seuls à disposer d'une force militaire effective. Autant d'éléments dont les dirigeants religieux doivent tenir compte.

Le mouvement nationaliste arabe

- 113 La moins puissante des tendances de l'opposition irakienne, le mouvement nationaliste arabe, a dû relever un défi redoutable. Le Baas a, en effet, imposé son monopole sur la scène nationaliste, réduisant la marge de manœuvre des autres courants à une peau de chagrin. L'élimination des mouvements nationalistes arabes s'est avérée beaucoup plus facile que les vaines tentatives d'évincer le mouvement kurde ou le PCI. Divisé et frappé de plein fouet par les luttes intestines qui affectèrent le mouvement nationaliste arabe dans son ensemble après la défaite de juin 1967, il manquait à ce courant la base populaire qui le rende capable de résister à la répression.
- 114 De nombreuses organisations n'existent plus que sur le papier et ne sont que des groupements centrés autour d'anciens leaders nationalistes aujourd'hui en exil. La plupart des militants ont été forcés de rejoindre le Baas, tandis que ce qui restait de nationalistes et de nassériens se réfugiait en Syrie et en Lybie. D'autres, comme Fu'âd al-Rikâbî, l'un des fondateurs du Baas en Irak furent exécutés. Dès 1971, les partis nationalistes avaient pratiquement cessé d'exister. Le fait qu'il soit le seul à parler au nom de l'État nation, dont aucune puissance occidentale ne souhaite la disparition,

confère cependant à ce courant une autorité certaine. Ce courant peut aussi continuer à se prévaloir d'un certain soutien au sein de l'année, souvent évoqué lors de coup d'État

- 115 Aujourd'hui, on retrouve, au sein de cette nébuleuse, des baassistes d'opposition, pro-syriens ou non, des nassériens et des nationalistes plus ou moins teintés de libéralisme pour les uns, de marxisme pour les autres. Le plus important des mouvements nationalistes arabes non baasistes est le mouvement socialiste arabe. Celui-ci s'est scindé en deux après le coup d'État baassiste de 1968, entre une fraction favorable à la RAU et une autre, marxiste-léniniste, partisane de la lutte armée contre le Baas. En février 1969, le Mouvement socialiste arabe publiait un communiqué commun avec le PCI contre la répression. Le Parti socialiste arabe, scission du Mouvement socialiste arabe, est un parti nassérien fondé par Fu'âd al-Rikâbî. Le plus célèbre des chiïtes ayant rallié la cause nationaliste arabe, ancien dirigeant du Baas converti au nassérisme, Fu'âd al-Rikâbî fut tué dans sa prison de Ba'qûba en novembre 1971. En novembre 1984, le Parti socialiste arabe rejoignait le Front démocratique patriotique fondé à l'initiative des communistes. Parmi les nassériens, les héritiers du Mouvement nationaliste arabe se sont singularisés par le soutien qu'ils apportèrent au mouvement kurde après 1968. Les autres partis ne sont que des groupuscules. Citons le Parti Baas pro-syrien (Commandement régional irakien), le Parti des travailleurs révolutionnaires, le Parti socialiste de l'unité, la Ligue nationaliste ou encore le Rassemblement des socialistes nationalistes. Quelques nationalistes continuent également à se réclamer du parti Istiqlâl, sorte de proto-Baas fondé en 1943 par Muhammad Mahdî Kubba et qui devait disparaître en 1959. En 1983, un congrès réunit les mouvements nationalistes arabes d'opposition à Tripoli, mais il s'avéra incapable de prendre des décisions.
- 116 Il reste à se demander s'il existe aujourd'hui en Irak une opposition démocratique, c'est-à-dire qui se réclame de valeurs libérales inspirées de l'Occident. A vrai dire, elle se réduit à quelques personnalités en exil. Il lui manque, avant tout, un leader ayant le charisme d'un Kâmel Châderchî.
- 117 Il existe, depuis l'avènement du régime baassiste, un consensus de l'opposition laïque pour s'unir en un large front. Le Front démocratique, patriotique et national, fondé en novembre 1980 à Damas, regroupait les principales forces de l'opposition arabe et kurde, auxquelles s'était joint le PCI. Ce dernier y côtoyait le PDK et les nationalistes arabes, avec le Parti socialiste arabe, le Mouvement socialiste arabe ainsi que le Baas pro-syrien ; partisan du renversement du régime par la lutte armée, le Front se voulait une coalition patriotique dont le mot d'ordre était « la démocratie pour l'Irak et l'autonomie pour le Kurdistan. »
- 118 La division du mouvement kurde suscita la naissance d'un nouveau front, le Front démocratique patriotique, fondé le 28 novembre 1981 à l'initiative du PCI, allié du PDK. Rejoint par le Parti socialiste arabe en novembre 1984, ainsi que par certaines organisations kurdes, le FDP a enregistré d'importants succès militaires en 1986, 1987 et 1988, avec l'occupation temporaire de villes au Kurdistan. C'est aujourd'hui la première force militaire de l'opposition, si l'on excepte l'armée irakienne sur laquelle pèse nombre d'inconnues. Après de multiples contacts sans lendemain, l'opposition laïque et l'opposition religieuse semblent maintenant d'accord pour une large coalition de tous les courants de l'opposition en vue de la constitution d'un gouvernement patriotique et démocratique en exil, ce qui apparaît comme une concession majeure du mouvement religieux (toutefois, le Parti Da'wa prône depuis plusieurs années une telle alternative).

- 119 Depuis l'avènement du second régime baassiste, des changements de rapport de forces se sont opérés au sein de l'opposition. Il faudra observer attentivement à qui va profiter la baisse d'influence du PCI. Une course de vitesse s'est engagée entre les mouvements laïcs et les islamistes pour occuper la place qui était la sienne, notamment au sein de la fraction la plus déracinée de la communauté chiite. Jusqu'à présent, les communistes en rupture de parti se sont montrés moins sensibles aux sirènes islamistes qu'aux appels des laïcs, patriotes ou démocrates. Beaucoup plus nombreux sont, toutefois, ceux qui parient sur l'armée irakienne et sur des « officiers patriotes », davantage que sur une opposition très peu homogène.
- Quelles conditions pour la démocratisation en Irak ?
- 120 Imposé à une mosaïque de communautés, l'État-nation a déjà fait beaucoup de victimes. Des communautés entières, ethniques ou religieuses, ont été sacrifiées à son totalitarisme. Ce fut le cas des Assyriens, des Juifs, des Persans et des Kurdes Faylis. Ces derniers furent déportés du fait qu'ils n'étaient pas de « vrais Irakiens ». Aujourd'hui, on en est arrivé à une situation où l'article 200 du Code pénal irakien prévoit la peine de mort pour les activités suivantes : « Cacher leur affiliation politique antérieure pour des membres du Baas ; rejoindre le Baas tout en maintenant des contacts avec un autre parti politique ou organisation quelle qu'elle soit ; quitter le parti Baas pour rejoindre un autre parti politique ; persuader un membre du parti Baas de quitter le Baas ». Car, l'absence de démocratie est une illustration de l'incapacité de l'État-nation irakien à accepter quelque diversité que ce soit, sous peine d'être aussitôt remis en cause dans sa nature même. Face à un tel tableau, on peut se poser la question : quelles conditions pour un processus de démocratisation en Irak ?
- 121 La première condition serait l'existence d'un cadre reconnu et accepté par tous les groupes sociaux, au sein duquel un consensus démocratique pourrait se forger. Or, ce cadre n'existe pas. Les principales forces politiques du pays, dont aucune ne peut être qualifiée de mouvement démocratique, continuent, soixante-dix ans après la fondation de l'État, à trouver leur légitimité dans un idéal situé en dehors des frontières. C'est visiblement le phénomène communautaire qui continue à prédominer. Certes, ce n'est pas le Liban. Des courants politiques irakiens ont eu une audience « nationale » : le PC), le Baas, l'armée ne sont pas de simples paravents à une expression communautaire. Et il n'existe pas en Irak de système confessionnel. C'est que les principales communautés du pays ne sont pas des minorités se mouvant sur un territoire réduit en imbrication les unes des autres, avec un passé commun et des traditions similaires, comme c'est le cas de la montagne libanaise. Quelle que puisse être la force du sentiment communautaire, un paysan maronite a quelque chose de commun avec son voisin chiite. Quoi de commun entre les Kurdes du Botan et les paysans chiites du sud irakien ? Traitées comme des minorités par l'État, les communautés kurdes et chiites ont conscience de vivre un mariage forcé dans des frontières et un cadre qu'elles n'ont pas acceptés, sous la houlette d'un pouvoir au caractère arabe sunnite prononcé.
- 122 Quant aux courants politiques irakiens « nationaux », ils n'ont pas pour autant reflété une quelconque entité irakienne ni aidé à une intégration nationale. Car sans être de caractère confessionnel, ils ont toujours représenté, suivant les périodes, davantage les aspirations de telle ou telle communauté. Ainsi les communistes, qui furent les premiers à recruter en Irak sur des bases réellement politiques et non plus de clientèle, ont très nettement attiré en priorité les minorités ou les communautés traitées comme telles : Arméniens, Assyro-chaldéens, Kurdes Fayli, Juifs, Kurdes, chiites persans ont

successivement joué au sein du PCI un rôle bien supérieur à leur importance numérique réelle dans le pays. Certes, cela n'empêcha pas le Parti communiste de s'arabiser rapidement. Mais au début des années 50, on vit l'entrée en force des Kurdes dans les plus hautes instances du parti. Il n'est pas exagéré de dire que le PCI tourna alors autour d'un axe kurde. Les événements de Kirkouk (juillet 1959) illustrèrent nettement un dérapage du mouvement vers un affrontement inter-ethnique entre Kurdes et Turkmènes.

- 123 Les véritables pogroms menés par les Kurdes communistes contre les Turkmènes illustraient un PCI incapable de résister à la pression communautaire. Et au sommet de sa puissance, dans les années 50 et au début des années 60, le PCI était devenu un parti majoritairement chiite. Lors du coup d'État de 1963, tous les quartiers qui résistèrent aux milices baassistes furent, sans exception, des quartiers chiites. C'est l'époque où les nationalistes arabes se lancent à l'assaut des quartiers populaires de Bagdad au cri de : « Lâ chîî wa lâ chuyû wa lâ charâgwa » (« Ni chiïtes, ni communistes ni orientaux ! » – les charagwa sont les habitants des campagnes chiïtes orientales du Tigre et constituent le gros de la population, alors déshéritée, des nouveaux quartiers chiïtes de Bagdad). Le Baas, qui avait eu au début un recrutement multicommunautaire, à l'exception évidemment des Kurdes, est apparu, à la suite du coup d'État de 1963, comme un parti fortement confessionnalisé. À partir de 1963, la représentation chiïte s'est en effet effondrée au sein du parti au point d'apparaître comme un véritable divorce. L'ascension des Takrîtîs au sein du parti n'a pas atténué, bien au contraire, cet état de fait. Quant à l'armée, elle a hérité de son origine britannico-chérifienne une structure où les officiers sont sunnites (Arabes pour la plupart ou Kurdes) et où la troupe est chiïte. Certes, dans tous les cas cités, ce sont surtout les solidarités régionales qui semblent jouer, davantage que des réflexes communautaires conscients. Mais le résultat demeure le même. La permanence de la division de la société irakienne est illustrée par la montée des attitudes identitaires au sein de ces forces politiques « nationales » : le Baas s'est identifié aux Arabes sunnites, le PCI aux chiïtes, et aujourd'hui, une tendance existe à voir se former un PCI arabe et un PCI kurde. Quant à l'État, il est le premier concerné par la logique communautaire : aujourd'hui, la nature confessionnelle du pouvoir irakien est un fait indiscutable. C'est bien précisément parce qu'il en a conscience que le pouvoir arabe et sunnite actuel a décidé de créer une Assemblée nationale afin d'attirer quelques voix chiïtes.
- 124 Ainsi, en l'absence de consensus national, il est difficile à un mouvement démocratique d'exister ou même à un jeu démocratique de s'installer. Le piège de l'État-nation, refusé à ses origines par 75 % des habitants, s'est refermé sur une population prise en otage. L'État-nation arabe, par son totalitarisme, interdit tout processus démocratique et joue même contre toute possibilité d'unir durablement entre elles les différentes communautés.
- 125 En Europe, l'État-nation s'est, certes, construit par la force des armes, mais aussi par une intégration nationale progressive autour d'un noyau centralisateur, aidé en cela par la puissance intégratrice d'une classe bourgeoise conquérante. Mais en Irak, outre le fait que l'État-nation a été imposé par des forces européennes le rapport de forces entre les diverses communautés interdit un tel processus. La division en trois blocs de la société, évoquée pour les trois vilayets de la Mésopotamie ottomane, domine toujours sans qu'aucune force ne semble capable de les unifier. Chiïtes, Kurdes et

Arabes sunnites pourraient peut-être s'entendre sur les frontières actuelles de l'État irakien si la nature d'État-nation qui est la sienne était remise en cause.

- 126 Peut-on rêver d'un État irakien qui n'exclurait plus mais qui intégrerait une population riche en diversité ? Or, quelle alternative, autre qu'un processus démocratique, pourrait changer la nature de cet État en prenant en compte le passé et les aspirations de chacune des communautés ?
-

NOTES

1. Axelgard (Frederick W.), « A new Iraq ? The Gulf War and Implications for U.S. Policy », *The Washington Papers* 133, Center for Strategic and International Studies, Washington DC, 1988.

2. *Idem*, p. 57.

INDEX

Mots-clés : démocratie, démocratisation, Irak, guerre

AUTEUR

PIERRE-JEAN LUIZARD

CEDEJ-CNRS